

MINISTERE DES AFFAIRES EXTERIEURES:
CHANGEMENTS A LA STRUCTURE
ORGANISATIONNELLE.

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



7 5036 20026405 2

OPRESS

D. 2507

- BY - YELLOW
- BA - TANGERINE
- BB - ROYAL BLUE
- BX - EXECUTIVE RED

COLOR CODE

AN COMPANY LTD.
CANADA

DOCS
CA1 EA 83D22 EXF
Department of External Affairs :
changes to organizational structur
43237906

Department of External Affairs



Ministère des Affaires extérieures

Canada

MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES:
CHANGEMENTS À LA STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

I. INTRODUCTION

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et ses deux collègues du portefeuille ont approuvé certains changements à la structure organisationnelle du Ministère. Ces changements, qui prendront effet le 1^{er} septembre 1983, viennent compléter le processus de consolidation amorcé avec l'arrivée au Ministère du Service étranger de la CEIC en 1981 et avec la réorganisation du 12 janvier 1982, qui a amené le Service des délégués commerciaux et d'autres éléments clés d'Industrie et Commerce au sein d'un Ministère aux responsabilités élargies.

II. OBJECTIFS

2. La réorganisation de janvier 1982 avait notamment pour objet d'accorder plus de poids aux facteurs économiques dans l'élaboration de la politique étrangère du Canada, de veiller à ce que la conduite des relations extérieures serve ses objectifs commerciaux, d'améliorer le service offert aux exportateurs canadiens sur des marchés internationaux où la concurrence est de plus en plus vive et d'assurer la cohérence des politiques et des programmes qui encadrent les relations du Canada avec le reste du monde.

III. LA NOUVELLE STRUCTURE

3. À la suite d'une étude de la structure en place et des problèmes qui en découlent, il a été décidé de procéder à certains ajustements. Ces changements, qui visent à faciliter la réalisation des objectifs de janvier 1982, consistent essentiellement à concentrer la responsabilité des programmes et politiques à caractère géographique dans cinq nouveaux secteurs géographiques. Quant aux secteurs fonctionnels, ils veilleront à la cohérence des politiques et des programmes globaux ou interrégionaux, au regard des questions commerciales, économiques, politiques, sociales et en matière d'aide.

LIBRARY DEPT. OF EXTERNAL AFFAIRS
MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

4. Les organigrammes ci-joints exposent dans ses grandes lignes la nouvelle structure du Ministère. Les tâches qui sont listées à titre illustratif sous chaque direction ne sont pas définitives. D'ici à septembre, des consultations auront lieu avec les SMA sur l'organisation de chaque secteur et la répartition des responsabilités entre les différentes directions.

5. Ministres et sous-ministres. Au niveau des ministres et des sous-ministres, la structure mise en place en 1982 restera virtuellement inchangée. Certaines unités continueront de relever exclusivement du sous-ministre (Commerce international) et coordonnateur des Relations économiques internationales et du sous-ministre (Affaires politiques); ces derniers seront également responsables des politiques et activités des secteurs géographiques dans leurs domaines respectifs. Ils continueront de traiter directement avec le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et ses deux collègues du portefeuille. Par ailleurs, ils conserveront leurs fonctions administratives, qu'ils exercent en collaboration avec le sous-secrétaire, remplaçant ce dernier au besoin et représentant le Ministère au sein du gouvernement et à l'extérieur, tant au Canada qu'à l'étranger.

6. Sous-ministres adjoints des secteurs géographiques. Les sous-ministres adjoints des cinq secteurs géographiques seront chargés de l'administration et de la coordination de toutes les relations du Canada avec leurs régions respectives (Afrique et Moyen-Orient, Asie et Pacifique, États-Unis, Europe, Amérique latine et Caraïbes). Ils conseilleront le SM (Commerce international) en matière de commerce et d'économie, et le SM (Affaires politiques) sur toutes les autres questions, en ce qui a trait aux politiques et programmes du Canada dans leur région. Ils seront également responsables de la gestion de leurs missions et de leur secteur.

7. Dans l'exercice de leurs responsabilités, les SMA veilleront à ce que les unités de leurs secteurs consultent les unités des secteurs fonctionnels - Expansion du commerce/Services des délégués commerciaux, Politique économique et commerciale, Affaires politiques et sécurité internationale, Affaires sociales et programmes - sur les questions relevant de leur compétence et de leur autorité et coordonnent leurs activités avec celles-ci. Ils feront également appel, le cas échéant, aux services des secteurs du Personnel et de l'Administration, du Bureau du conseiller

juridique et du Bureau du protocole. En outre, les SMA s'assureront qu'on procède aux consultations appropriées avec le secteur de la Coordination des politiques pour tout ce qui touche la politique étrangère dans son ensemble et pour les questions intéressant les politiques et programmes nationaux.

8. Les SMA des secteurs géographiques auront sous leur responsabilité des directions générales organisées sur une base géographique. Chacune comprendra, selon la région, une direction de l'expansion du commerce (ou dans le cas des États-Unis, une direction générale) qui constituera un point de contact que pourra facilement repérer le monde des affaires. Chaque direction générale aura une direction chargée des relations politiques, économiques et commerciales. Chacune disposera également d'une direction chargée de l'exécution, sur une base régionale, des programmes de l'immigration et des affaires publiques et culturelles, ainsi que de la gestion des visites dans la région visée. En outre, chaque SMA aura à sa disposition un bureau d'administration régionale chargé de la prestation de conseils quant à la planification et à l'utilisation des ressources dans les unités de l'Administration centrale et les missions à l'étranger qui relèvent du SMA.

9. Sous-ministres adjoints des secteurs fonctionnels. Les quatre SMA des secteurs fonctionnels seront chargés de la coordination plurirégionale dans leurs domaines de responsabilité. À cet égard, des comités de coordination intraministériels assureront une exploitation optimale de la sensibilisation à la dimension interrégionale et de l'interpénétration des idées et des activités et veilleront à ce que les activités à caractère strictement régional soient conformes aux politiques et priorités nationales et internationales.

10. Les SMA des secteurs de l'Expansion du commerce/ Services des délégués commerciaux et de la Politique économique et commerciale se partageront la responsabilité des fonctions économiques et d'expansion des marchés du Ministère. Dans les deux secteurs, il sera de rigueur de coordonner étroitement les activités intéressant des aspects précis de l'expansion du commerce et de la politique commerciale.

11. Le SMA, Affaires politiques et sécurité internationale, sera chargé des affaires et institutions multilatérales (l'ONU, la Francophonie, le Commonwealth), de la coordination fédérale-provinciale, ainsi que des relations

en matière de défense, du désarmement et d'autres questions de sécurité internationale. Au besoin, il conseillera le sous-ministre (Affaires politiques) sur la cohérence des relations politiques et représentera celui-ci auprès des "directeurs politiques" des ministères des Affaires étrangères d'autres pays en ce qui concerne les questions internationales d'ordre politique.

12. Le SMA, Affaires sociales et programmes, sera chargé de l'élaboration de la politique et de la coordination interrégionale en ce qui a trait aux programmes de l'immigration, aux activités consulaires, à la politique et aux programmes sociaux, et aux programmes et activités d'affaires publiques du Ministère, y compris les relations culturelles et académiques, les programmes d'information nationaux et les services créatifs centraux qui appuient les activités d'information à l'étranger.

13. Autres sous-ministres adjoints et bureaux. Le SMA, Coordination des politiques, sera responsable des fonctions de ministre d'État du Ministère, y compris le soutien, sur le plan des politiques, au Comité du Cabinet chargé de la politique étrangère et de la défense et au Comité parallèle du sous-secrétaire, ainsi que de la gestion des enveloppes. Il sera également chargé de coordonner les analyses des politiques à long terme et de fournir le personnel et l'expertise nécessaires (par exemple pour la rédaction des discours) aux deux sous-ministres et au sous-secrétaire, ainsi que d'assurer les fonctions relevant de la gestion centrale, comme l'allocation des ressources.

14. Le mandat du SMA, Personnel, ne change pas. Le SMA, Administration, s'occupera de toutes les fonctions administratives du Ministère.

15. Les fonctions des Bureaux du conseiller juridique et du protocole sont essentiellement les mêmes que celles des unités actuelles. Les responsables de ces bureaux continueront de faire rapport au sous-ministre (Affaires politiques) pour ce qui est des affaires courantes.

16. Titres et termes utilisés au Ministère. Afin de simplifier la myriade de termes utilisés actuellement pour décrire les différentes unités et les différents niveaux du Ministère, d'uniformiser davantage la pratique du Ministère avec celle du reste du gouvernement, et de rendre nos structures plus souples et moins ésotériques pour nos clients et nos mandants, les SMA sont désormais responsables des Secteurs, les directeurs généraux des Directions générales et les directeurs des Directions.

IV. PROCESSUS DE MISE EN OEUVRE

17. La nouvelle organisation n'entre en vigueur que le 1^{er} septembre 1983. D'ici là, et tant qu'il n'y aura pas eu d'avis officiel, toutes les unités du Ministère continueront de fonctionner et d'être traitées comme avant. D'ici à septembre, une équipe verra aux derniers détails de la structure organisationnelle et s'occupera des arrangements administratifs nécessaires pour effectuer la transition.

18. Locaux. Certaines modifications importantes devront être apportées au plan d'aménagement actuel; il n'y aura cependant pas de changement fondamental à la politique visant à rassembler le Ministère dans l'édifice Pearson. Les plans actuels restent en grande partie valides. Dans certains secteurs, il n'y aura guère de modifications (s'il en est) et même dans les secteurs géographiques, une bonne partie du travail effectué jusqu'ici ne sera pas perdue puisqu'il était déjà prévu de réunir la plupart des directions à vocation géographique. Tout sera mis en oeuvre pour favoriser l'exécution rapide des plans et des déménagements.

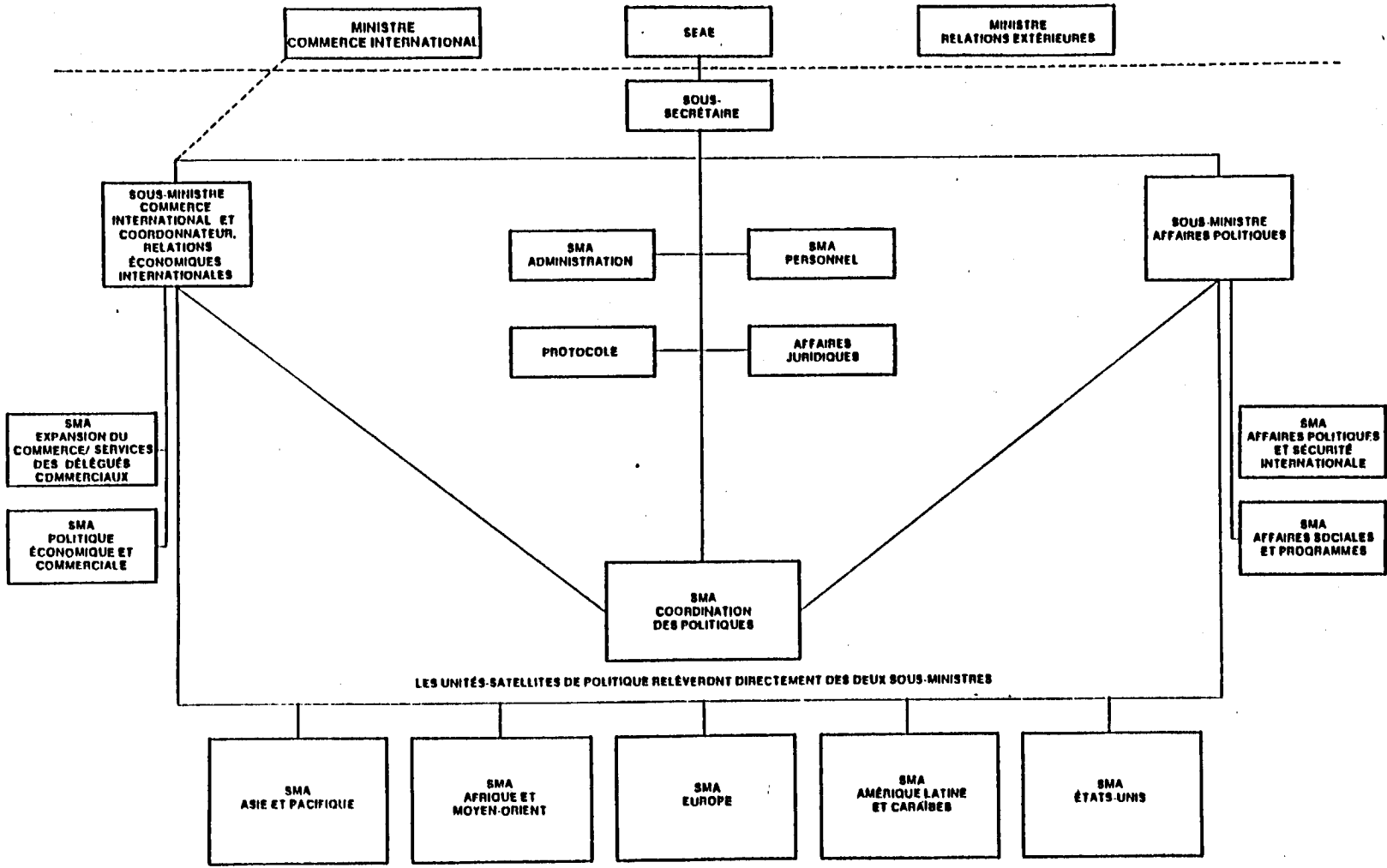
V. CONCLUSION

19. Ce réaménagement structurel offre des avantages potentiels très importants pour l'avenir du Ministère. La création de cinq secteurs géographiques clarifiera les responsabilités au niveau des politiques et opérations régionales et bilatérales, fournira un cadre propice au développement de politiques et de programmes cohérents et complémentaires dans toutes les sphères d'activité du Ministère, et donnera aux missions à l'étranger, aux exportateurs, au gouvernement en général, aux autres organismes et aux gouvernements étrangers un seul point de contact géographique pour chaque région. Les quatre secteurs fonctionnels seront organisés de façon à établir clairement les responsabilités en ce qui a trait à la participation du Ministère dans les affaires nationales et sectorielles et à fournir aux autres ministères du gouvernement, au monde des affaires et aux ONG des points de contact facilement repérables.

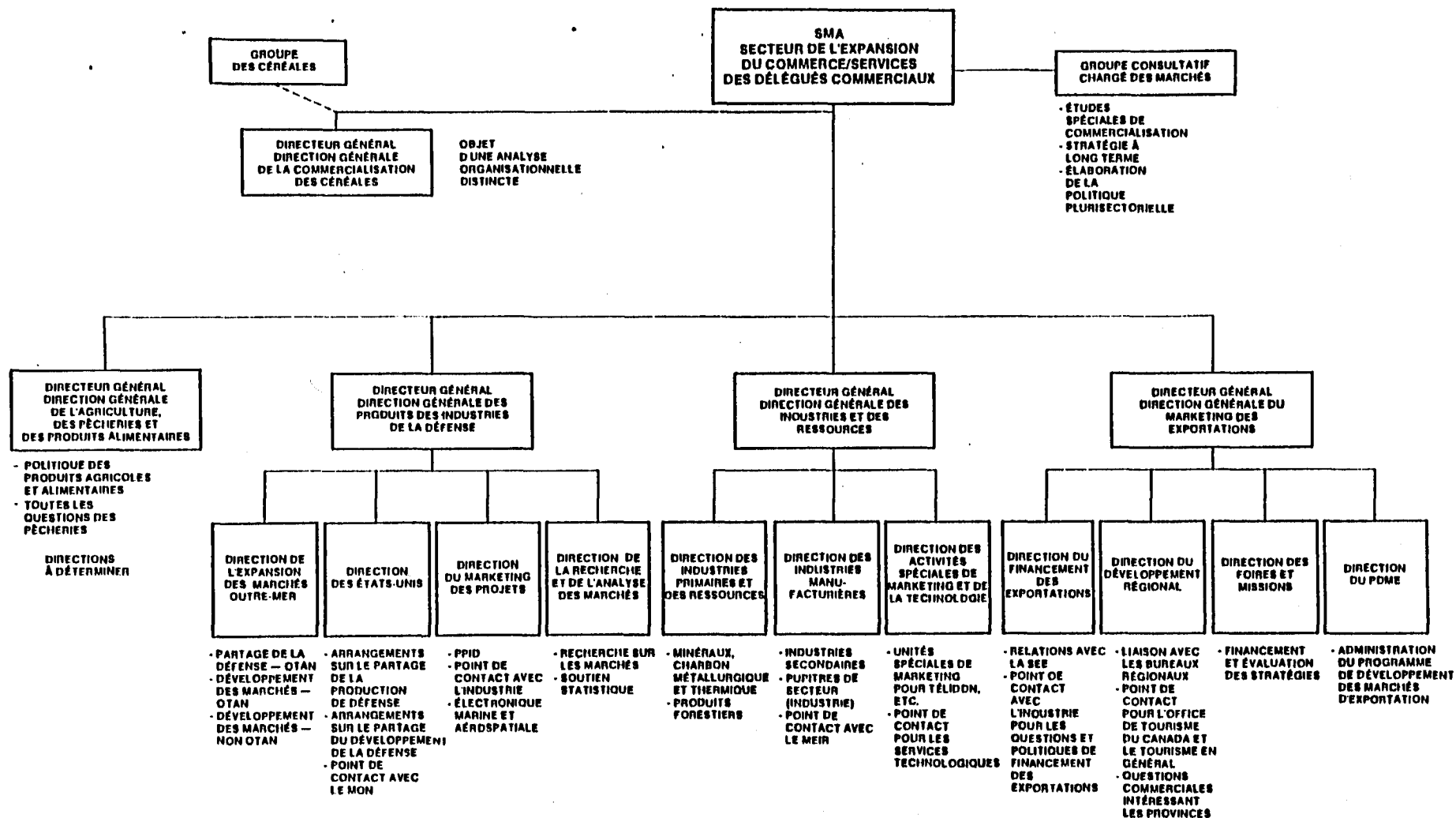
OTTAWA, le 11 juillet 1983

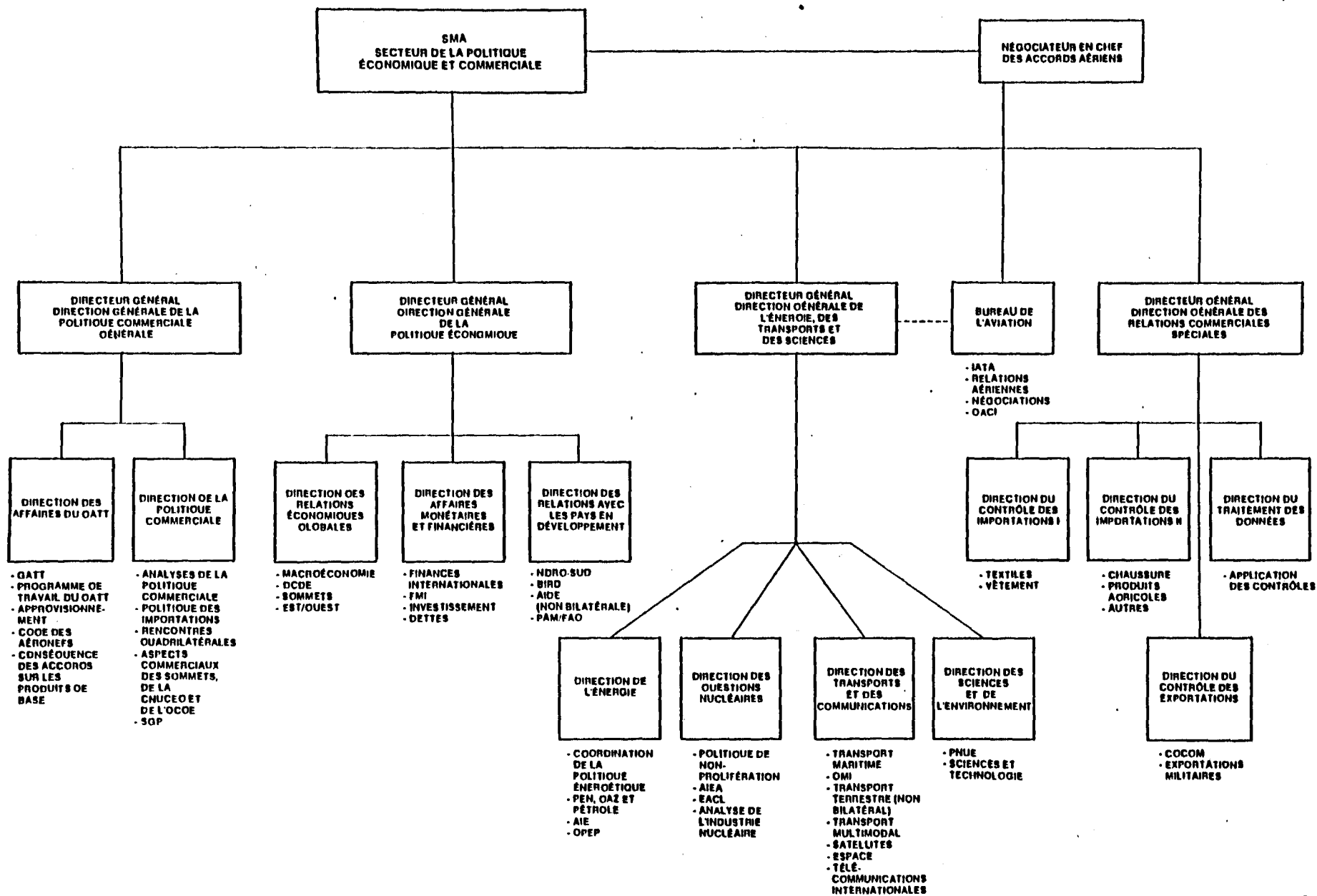
LE 9 JUILLET 1963

MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIURES



LES UNITÉS-SATELLITES DE POLITIQUE RELÈVERONT DIRECTEMENT DES DEUX SOUS-MINISTRES





**SMA
SECTEUR DE
L'ASIE ET
DU PACIFIQUE**

BUREAU D'ADMINISTRATION RÉGIONALE

**UNITÉ DE RECHERCHE ET D'ANALYSE
RÉGIONALES**

**ÉTUDES ET
ANALYSES
ÉCONOMIQUES
- PROSPECTIVE**

**DIRECTEUR GÉNÉRAL
DIRECTION GÉNÉRALE
DU PACIFIQUE**

**DIRECTEUR GÉNÉRAL
DIRECTION GÉNÉRALE
DE L'ASIE
DE L'EST**

**DIRECTEUR GÉNÉRAL
DIRECTION GÉNÉRALE
DE L'ASIE DU
SUD ET DU SUD-EST**

**DIRECTION DE
L'EXPANSION DU
COMMERCE DANS
LE PACIFIQUE**

**DIRECTION DES
RELATIONS AVEC
LES PAYS DU
PACIFIQUE**

**DIRECTION DES
PROGRAMMES
DU PACIFIQUE**

**- PROMOTION
DES
EXPORTATIONS
- PROMOTION DU
TOURISME
- FOIRES ET
MISSIONS**

**- ANALYSE DES
PAYS ET
POLITIQUE
- RELATIONS
ÉCONOMIQUES
BILATÉRALES**

**- IMMIGRATION
- ADMINISTRATION
DES VISITES
- RELATIONS
CULTURELLES
ET
ACADÉMIQUES
- PROGRAMMES
D'INFORMATION**

**JAPON
AUSTRALIE
NOUVELLE-ZÉLANDE
PACIFIQUE-SUD**

**DIRECTION DE
L'EXPANSION DU
COMMERCE EN
ASIE DE L'EST**

**DIRECTION DES
RELATIONS AVEC
L'ASIE DE L'EST**

**DIRECTION DES
PROGRAMMES EN
ASIE DE L'EST**

**- PROMOTION DES
EXPORTATIONS
- PROMOTION DU
TOURISME
- FOIRES ET
MISSIONS**

**- ANALYSE DES
PAYS ET
POLITIQUE
- RELATIONS
ÉCONOMIQUES
BILATÉRALES**

**- IMMIGRATION
- ADMINISTRATION
DES VISITES
- RELATIONS
CULTURELLES
ET
ACADÉMIQUES, Y
COMPRIS LES
ÉCHANGES
- PROGRAMMES
D'INFORMATION**

**CHINE
CORÉE
HONG KONG
MACAO
VIETNAM
LAOS
KAMPUCHEA**

**DIRECTION DE
L'EXPANSION DU
COMMERCE
EN ASIE DU SUD
ET DU SUD-EST**

**DIRECTION DES
RELATIONS AVEC
L'ASIE DU SUD
ET DU SUD-EST**

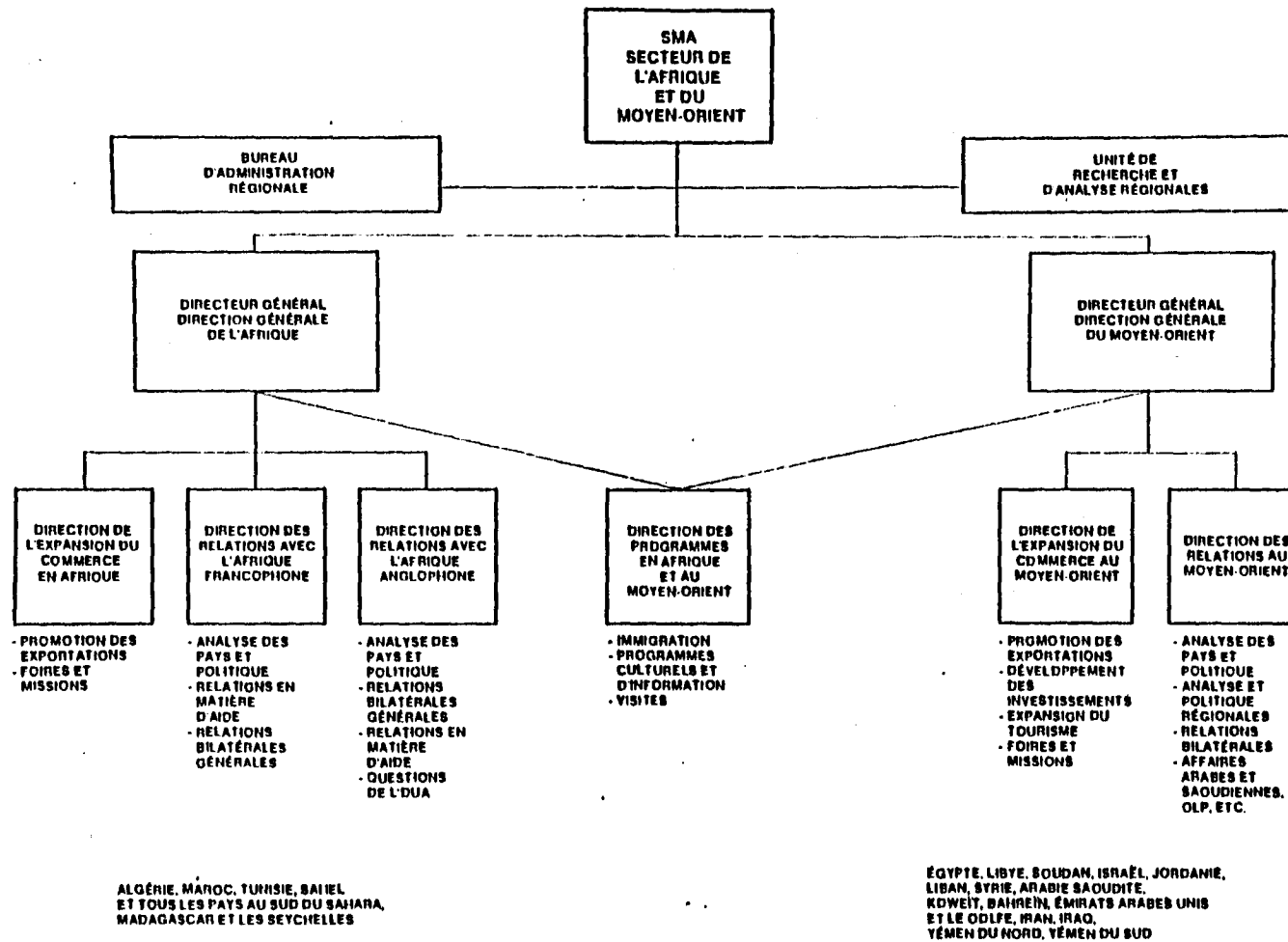
**DIRECTION DES
PROGRAMMES EN
ASIE DU SUD
ET DU SUD-EST**

**- PROMOTION DES
EXPORTATIONS
- PROMOTION DU
TOURISME
- FOIRES ET
MISSIONS**

**- ANALYSE DES
PAYS ET
POLITIQUE
- ANALYSE ET
POLITIQUE
RÉGIONALES
- RELATIONS
ÉCONOMIQUES
ET EN
MATIÈRE
D'AIDE**

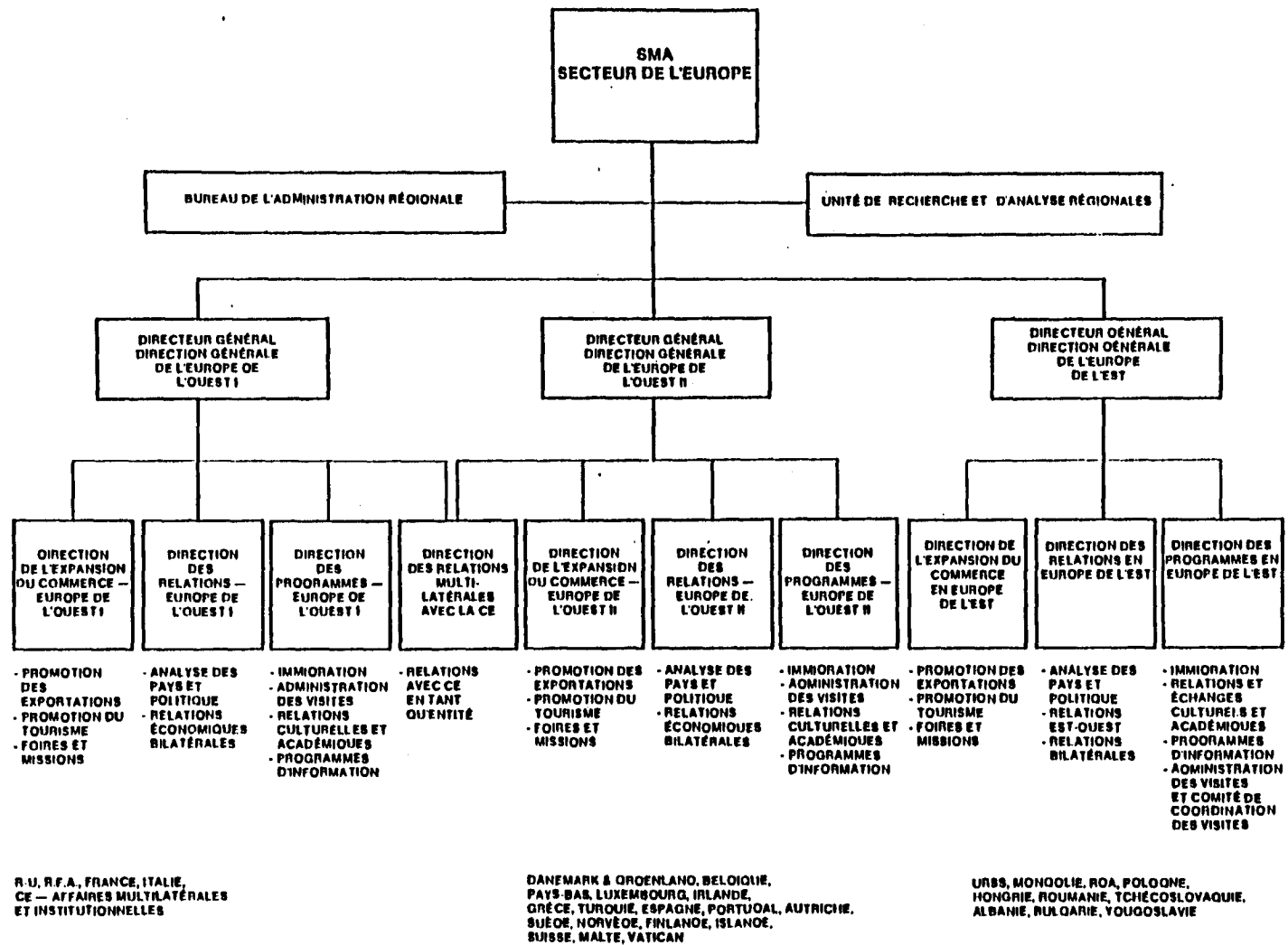
**- IMMIGRATION,
Y COMPRIS
LES RÉFUGIÉS
- ADMINISTRATION
DES VISITES
- RELATIONS
CULTURELLES
ET
ACADÉMIQUES
- PROGRAMMES
D'INFORMATION**

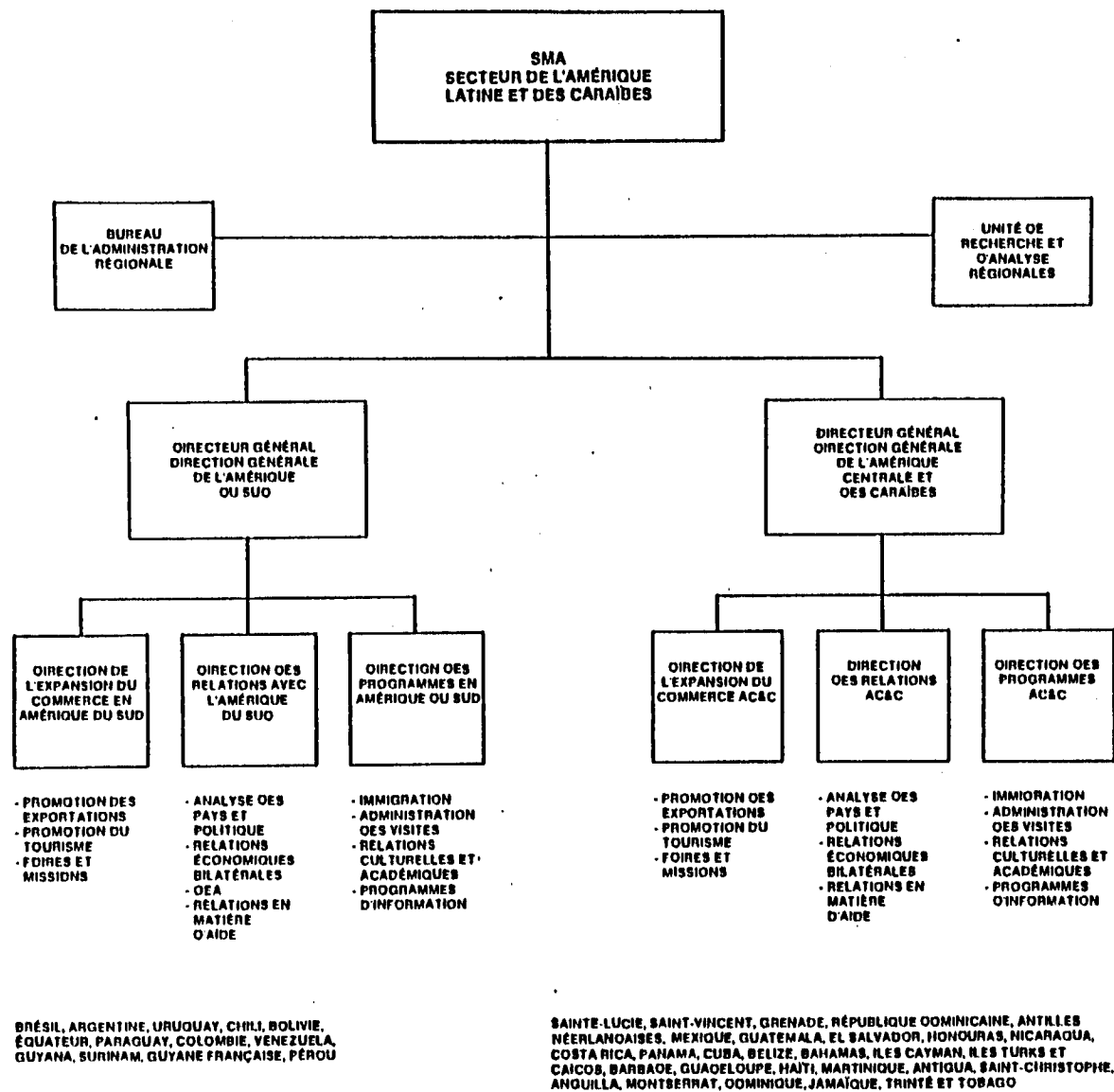
**ASEAN
BIRMANIE
BRUNÉI
BANGLADESH
SRI LANKA
RDE
PAKISTAN
AFGHANISTAN**

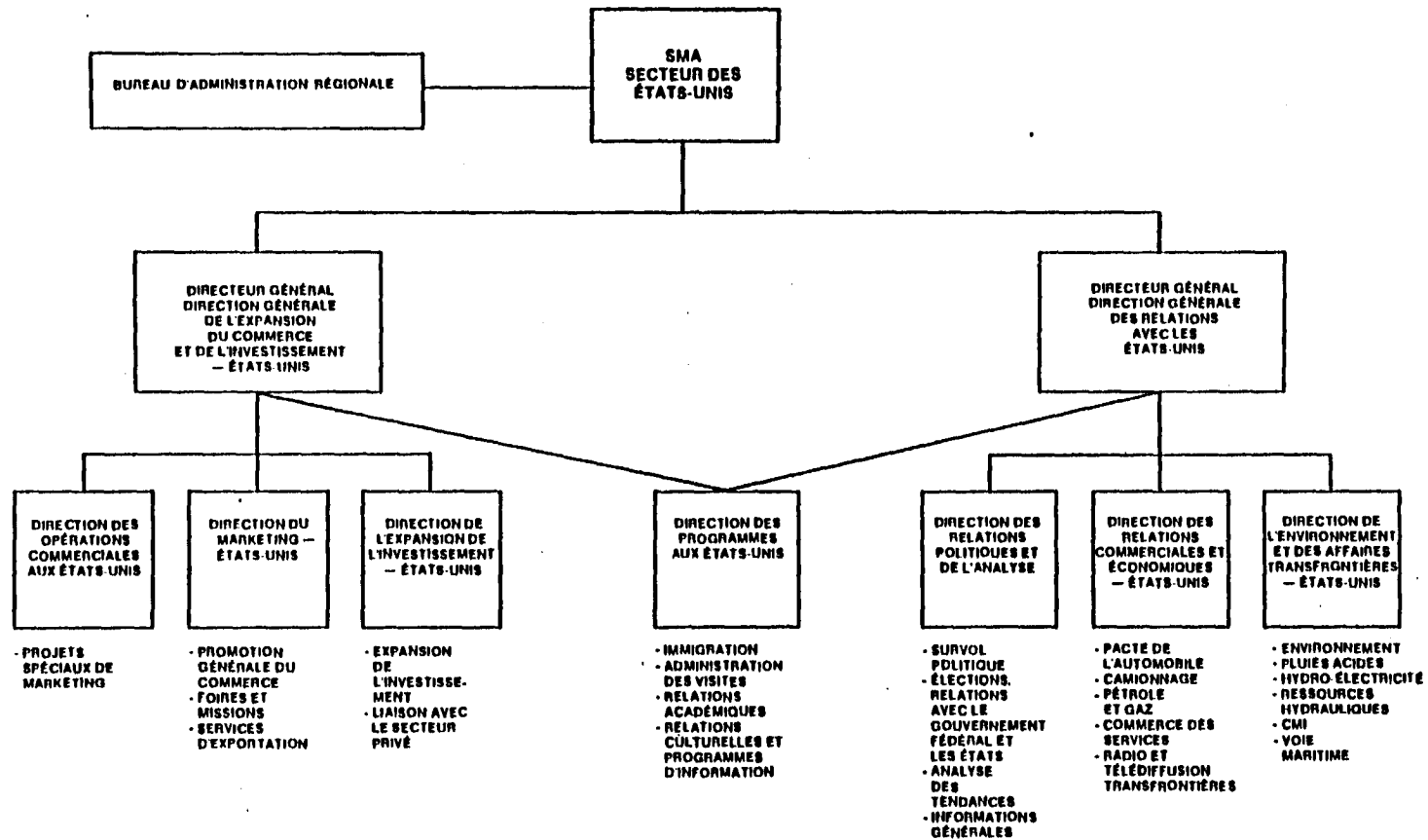


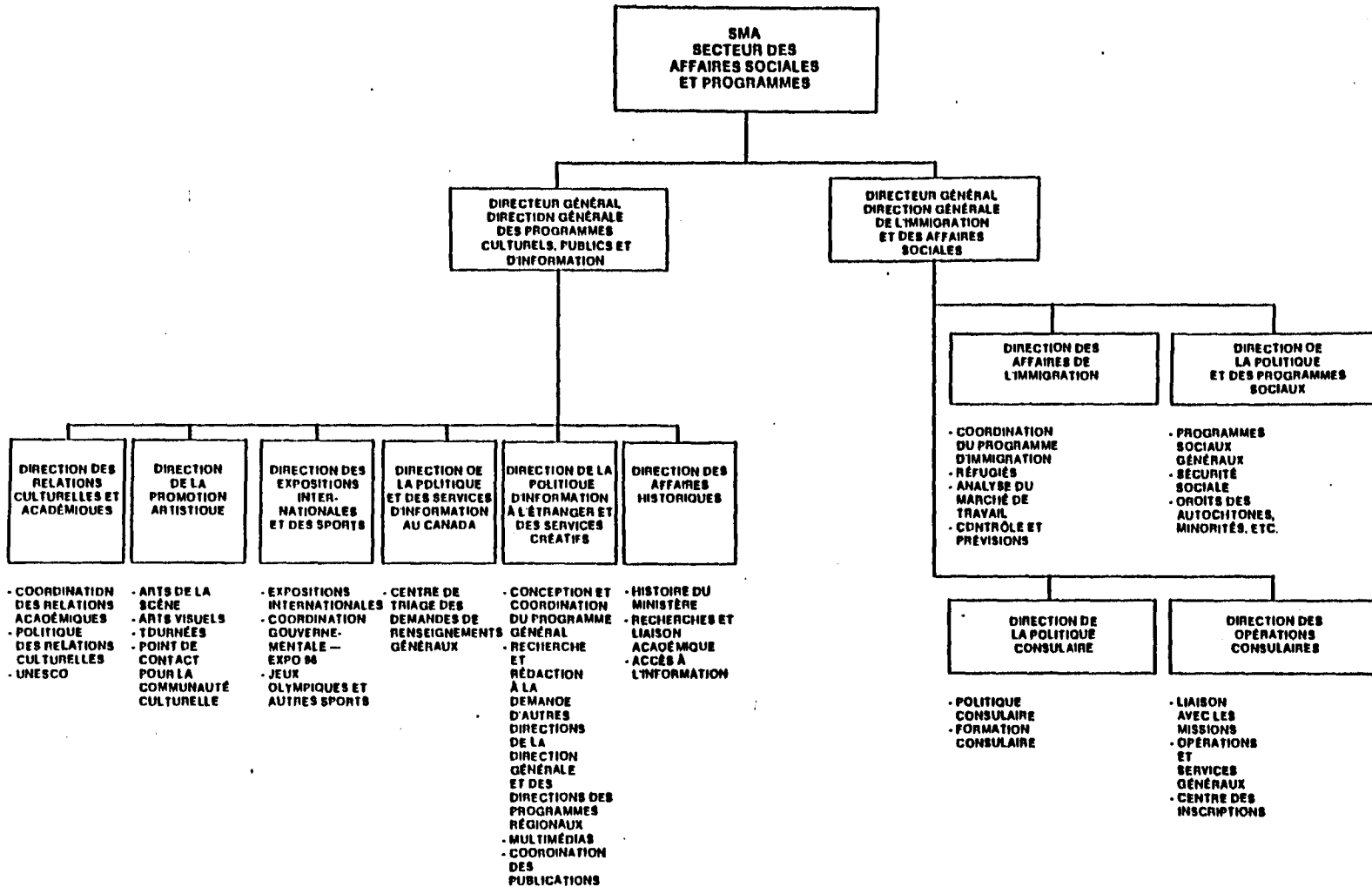
ALGÉRIE, MAROC, TUNISIE, SAHÉL
ET TOUS LES PAYS AU SUD DU SAHARA,
MADAGASCAR ET LES SEYCHELLES

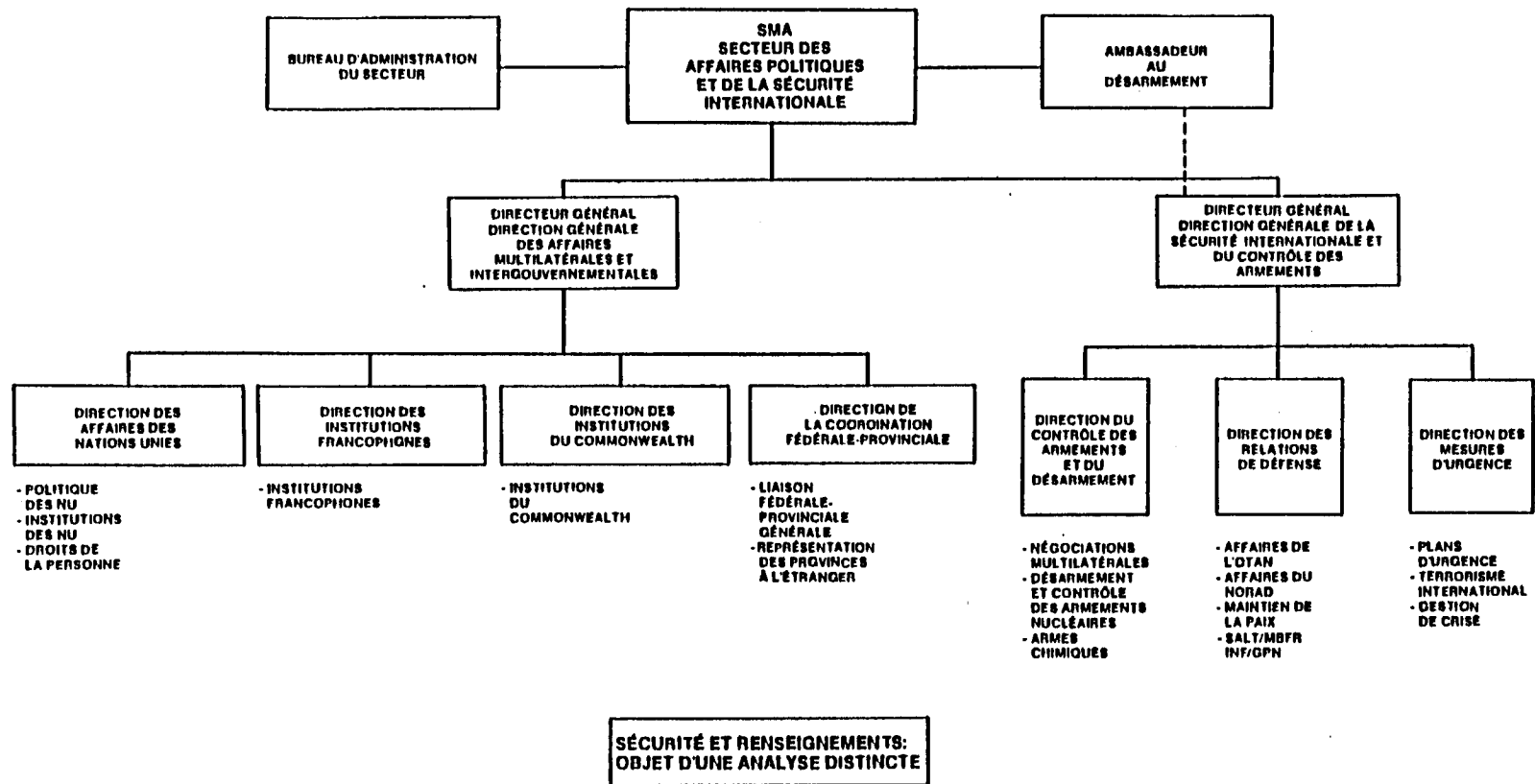
ÉGYPTE, LIBYE, SOUDAN, ISRAËL, JORDANIE,
LIBAN, SYRIE, ARABIE SAOUDITE,
KOWEÏT, BAHRÉÏN, ÉMIRATS ARABES UNIS
ET LE OULÉ, IRAN, IRAQ,
YÉMEN DU NORD, YÉMEN DU SUD

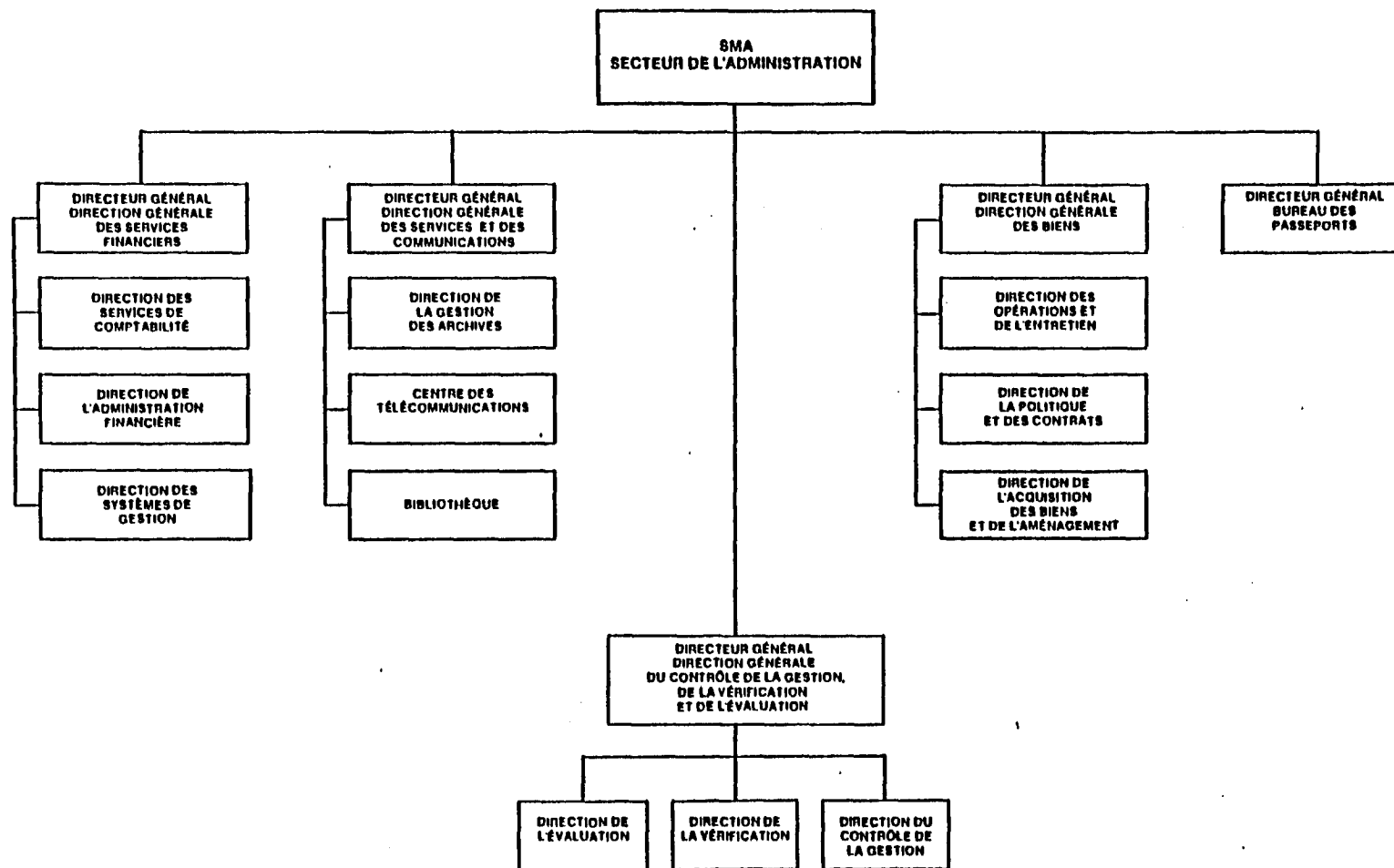




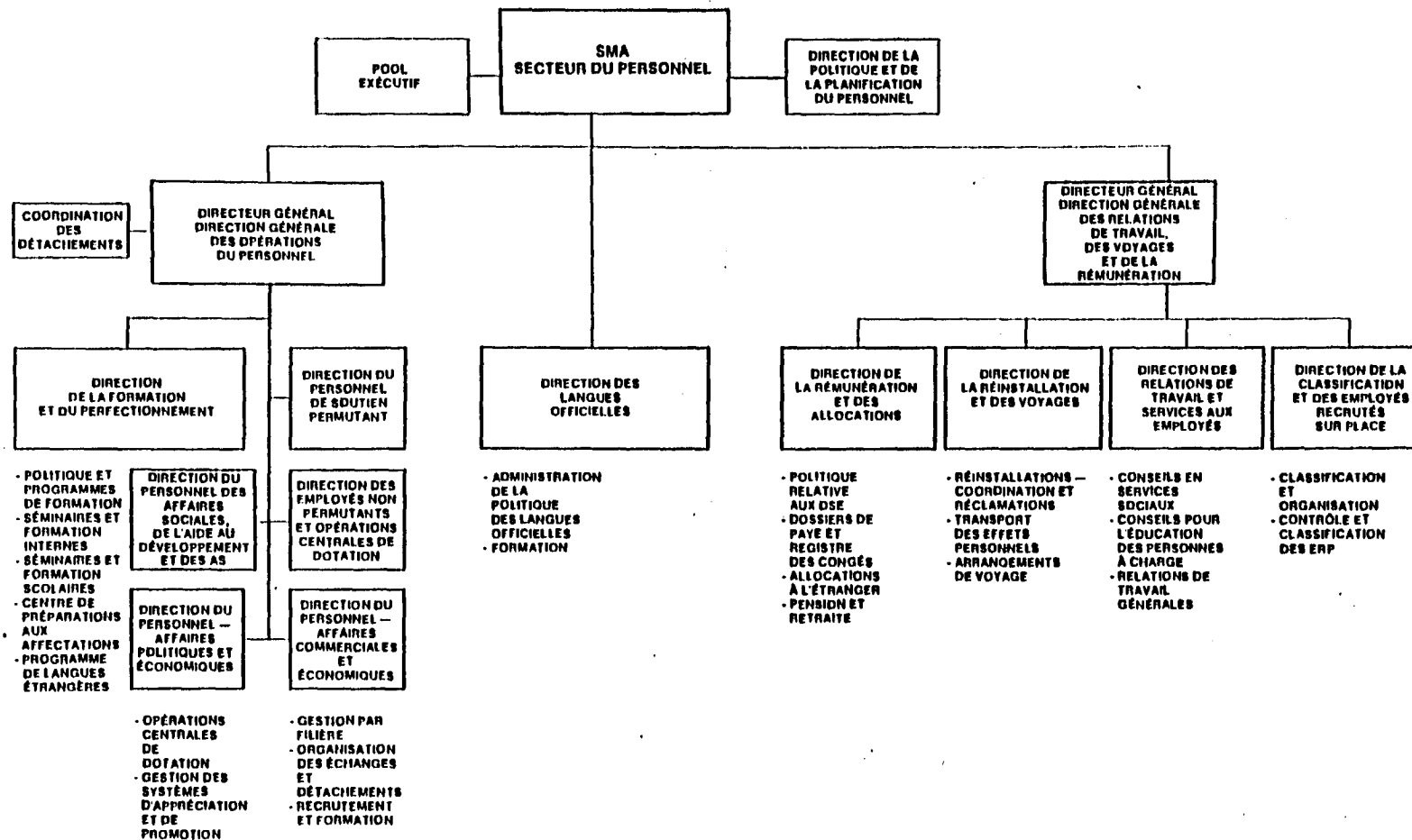


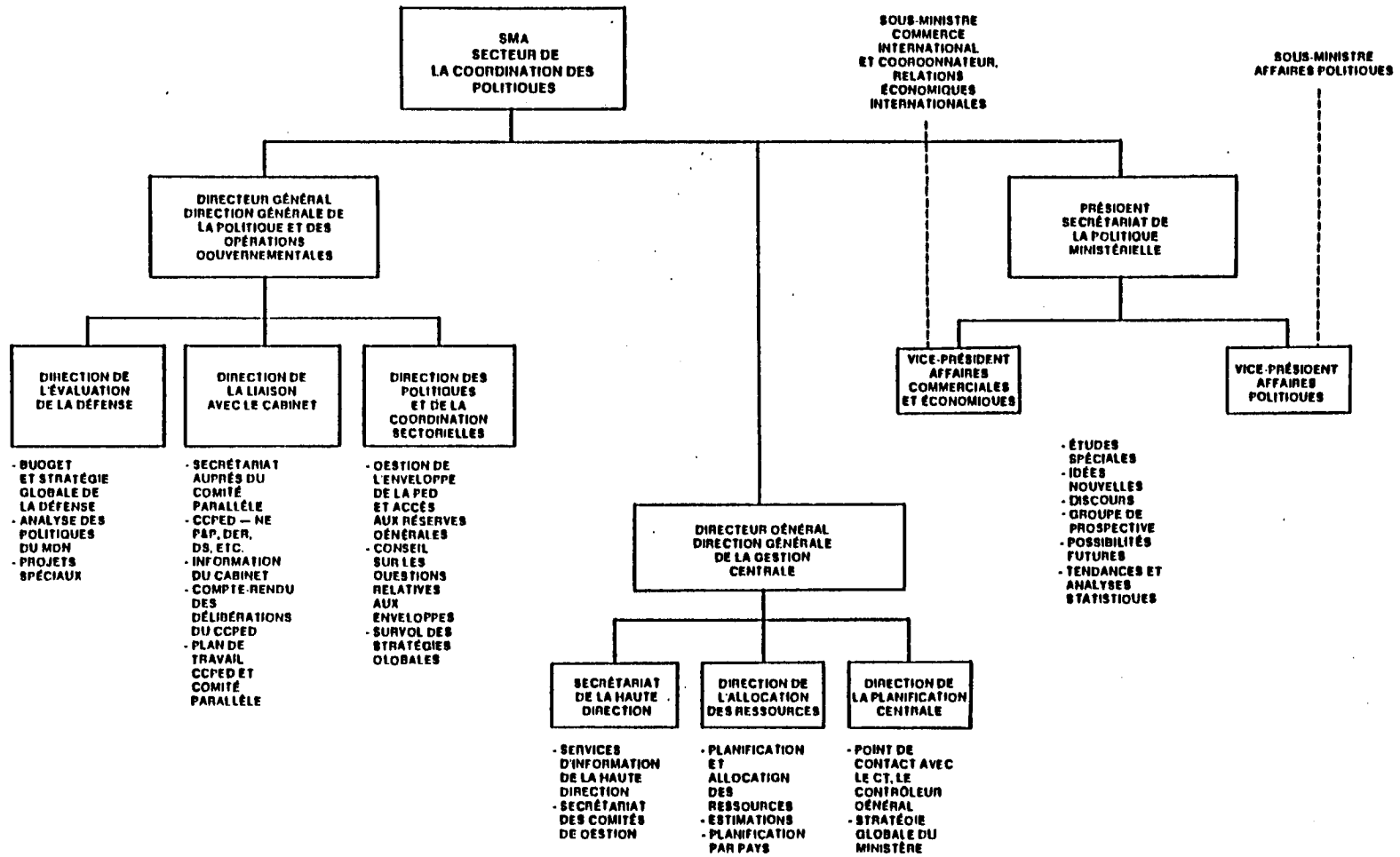




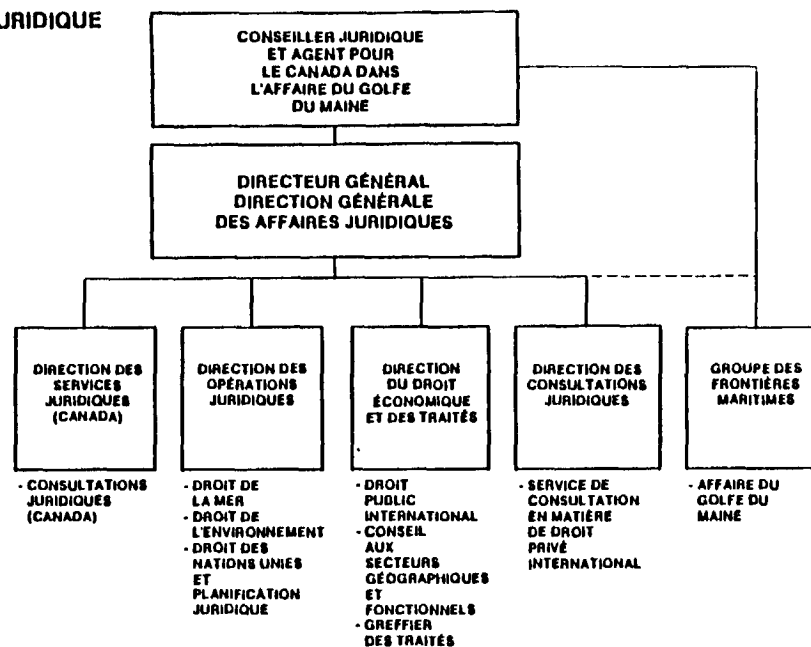


- FONCTIONS DE VÉRIFICATION ET D'ÉVALUATION
INDÉPENDANTES RELEVANT DIRECTEMENT
DU SOUS-SECRETARE

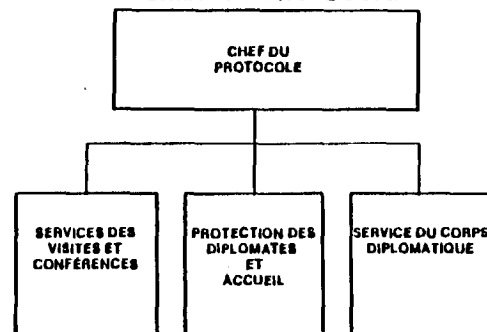




BUREAU DU CONSEILLER JURIDIQUE



BUREAU DU PROTOCOLE



doc
CA1
EA
83D22
EXF

DOCS
CA1 EA 83D22 EXF
Department of External Affairs
changes to organizational structur
43237906

b 1926809 (E)

b 2356078 (F)

Department of External Affairs



Ministère des Affaires extérieures

Canada

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS: CHANGES TO
ORGANIZATIONAL STRUCTURE

I. INTRODUCTION

The Secretary of State for External Affairs and his two colleagues of the portfolio have approved some changes in the organizational structure of the Department of External Affairs. These changes will take effect on September 1, 1983. They will complete the process of consolidation begun with the move into the Department of the Foreign Branch of CEIC in 1981 and with the reorganization of January 12, 1982 which brought the Trade Commissioner Service and other key units of ITC into a Department with expanded responsibilities.

II. OBJECTIVES

2. Among the basic objectives of the January 1982 reorganization of the Department was the perceived need to give greater weight to economic factors in the design of foreign policy, to ensure the conduct of foreign relations serves Canadian trade objectives, to improve the service being offered exporters in an increasingly competitive international marketplace and to ensure policy and program coherence in the conduct of Canada's range of relations with the outside world.

III. THE NEW STRUCTURE

3. Following a review of the existing departmental structure and the problems which were its natural by-product, it has been decided to proceed with an organizational adjustment aimed at improving the achievement of the January 1982 objectives. The basic theme of the changes now being brought about is the concentration of responsibility for all geographically-focussed policies and programs in five new geographic branches. Functional branches will ensure global or inter-regional policy and program consistency in trade, aid, economic, political and social issues.

...2/

LIBRARY DEPT. OF EXTERNAL AFFAIRS
MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

43-257-535

43-257-906

4. The basic new structure for the Department is set out in the attached set of charts. The functions listed underneath the Divisions are illustrative and not definitive. In the interval leading to the implementation of the new structure in September, there will be consultation with ADMs on the details of the design of each branch and the responsibilities to be given individual divisions.

5. Ministers and Deputy Ministers. At the Ministerial and Deputy Ministerial level there will be no basic change from the structure established in 1982. The Deputy Minister (International Trade) and Coordinator, International Economic Relations, and the Deputy Minister (Political Affairs) will retain certain units under their exclusive responsibility and will also be responsible for policies and activities of the geographic branches within their respective domains. The Deputy Ministers will continue to deal directly with the SSEA and the two other Ministers of the portfolio. They will also continue to act with the Under-Secretary as the senior managers of the Department, acting in his stead as necessary and representing the Department within and outside government, both in Canada and abroad.

6. Geographic Assistant Deputy Ministers. The Assistant Deputy Ministers of the five geographic sectors will be delegated responsibility for the management and coordination of the full range of Canadian relations with their regions (Africa and Middle East, Asia and Pacific, USA, Europe, and Latin America and Caribbean). They will provide advice to the DM (International Trade) on all trade and economic matters within their regions. They will provide advice to the DM (Political Affairs) on all other matters regarding Canadian policies and programs in their regions. They will also be responsible for management of both their posts and branch.

7. In fulfilling these responsibilities the ADMs will ensure that the units within their branches liaise and coordinate their activities with the appropriate functional units of the Trade Development/Trade Commissioner Services Branch, the Economic and Trade Policy Branch, the Political and International Security Branch, and the Social Affairs and Programs Branch on matters within their expertise and authority. They will also draw on the services of the Personnel and Administration Branches, the Office of the Legal Advisor and the Office of Protocol as required. In addition, the ADMs will ensure that, on global foreign policy issues and on matters affecting domestic policies and programs, appropriate consultation with the Policy Coordination Branch takes place.

8. Geographic ADMs will be responsible for bureaux which will be structured on a geographic basis. The bureaux will each depending on the region, include, a trade development division (or in the case of the USA Branch, a bureau) which will provide readily identifiable points of access for the business community. There will also be in each bureau a relations division which will be responsible for political, economic and trade relations. A programs division will be responsible for the implementation, on a regional basis, of immigration, public and cultural affairs programs; the programs division will also be responsible for visits management in their regions. In addition, each ADM will have an area management office for the provision of advice on resource planning and utilization in the ADM's headquarters unit and at the posts abroad for which the ADM is responsible.

9. Functional Assistant Deputy Ministers. All four functional ADMs will be responsible for pluri-regional coordination in their areas of responsibility. Intradepartmental coordinating committees will ensure that maximum benefit is derived from inter-regional awareness, and cross-fertilization of ideas and work, and that activities pursued on specifically regional bases are consistent with global and domestic policies and priorities.

10. The two ADMs of the Trade Development/Trade Commissioner Services Branch and the Economic and Trade Policy Branch will share between them the responsibility for the Department's economic and market development functions. In these branches close coordination between trade development and trade policy activities regarding specific sectors will be the rule.

11. The ADM, Political and International Security Affairs, will be responsible for multilateral affairs and institutions (UN, la Francophonie, the Commonwealth), federal/provincial coordination as well as defence relations, disarmament and other international security questions. He will provide advice to the DM (Political Affairs) as required on the coherence of political relations and will, on his behalf, be the interlocutor with "Political Directors" of other Foreign Ministries on matters of global political interest.

12. The ADM, Social Affairs and Programs will be responsible for policy development and inter-regional coordination in the areas of our immigration programs, consular activities, social policy and programs, and departmental public affairs programs and operations including cultural and academic relations, domestic information programs and central creative services for information activities abroad.

13. Other Assistant Deputy Ministers and Offices. The ADM, Policy Coordination will be responsible for the Department's Ministry of State role, including policy support for the Cabinet Committee for Foreign and Defence Policy and the Under-Secretary's Mirror Committee, and envelope management. He will also be responsible for the coordination of long term policy analysis and for the provision of policy and staff support (in such areas as speech-writing) to the two Deputy Ministers and the Under-Secretary, as well as for corporate management functions such as resource allocation.

14. The ADM Personnel will have the same mandate as at present, while the ADM Administration will be responsible for the full range of departmental administration.

15. The Office of the Legal Advisor and the Office of Protocol are largely unchanged from the existing units. They will continue to report on day-to-day issues to the Deputy Minister (Political Affairs).

16. Departmental Titles and Terms. To simplify the myriad of terms currently in use to describe various departmental units and levels, to bring departmental practice more into line with the rest of government, and to make our structures more manageable and less opaque for our clients and constituents, henceforth ADMs will be responsible for Branches, Directors General for Bureaux and Directors for Divisions.

IV. IMPLEMENTATION PROCESS

17. The new organization will not take effect until September 1, 1983. Until that time and until advised formally, all units of the Department will continue to function, and should be dealt with, as at present. Between now and September an implementation team will finalize the organizational structure and work out the necessary administrative arrangements to bring about the transition.

18. Accommodation. Although a number of significant adjustments will have to be made in the accommodation plan currently being developed and implemented, there will be no basic change to the policy of concentrating the Department in the Pearson Building. A substantial portion of the existing plans will continue to be valid. For certain branches little or no adjustment will be required and even for the geographic branches much of the work undertaken to date will not be wasted, as it had in any case been intended to co-locate most geographically-focussed divisions. Every effort will be made not to impede the rapid planning of designs and moves.

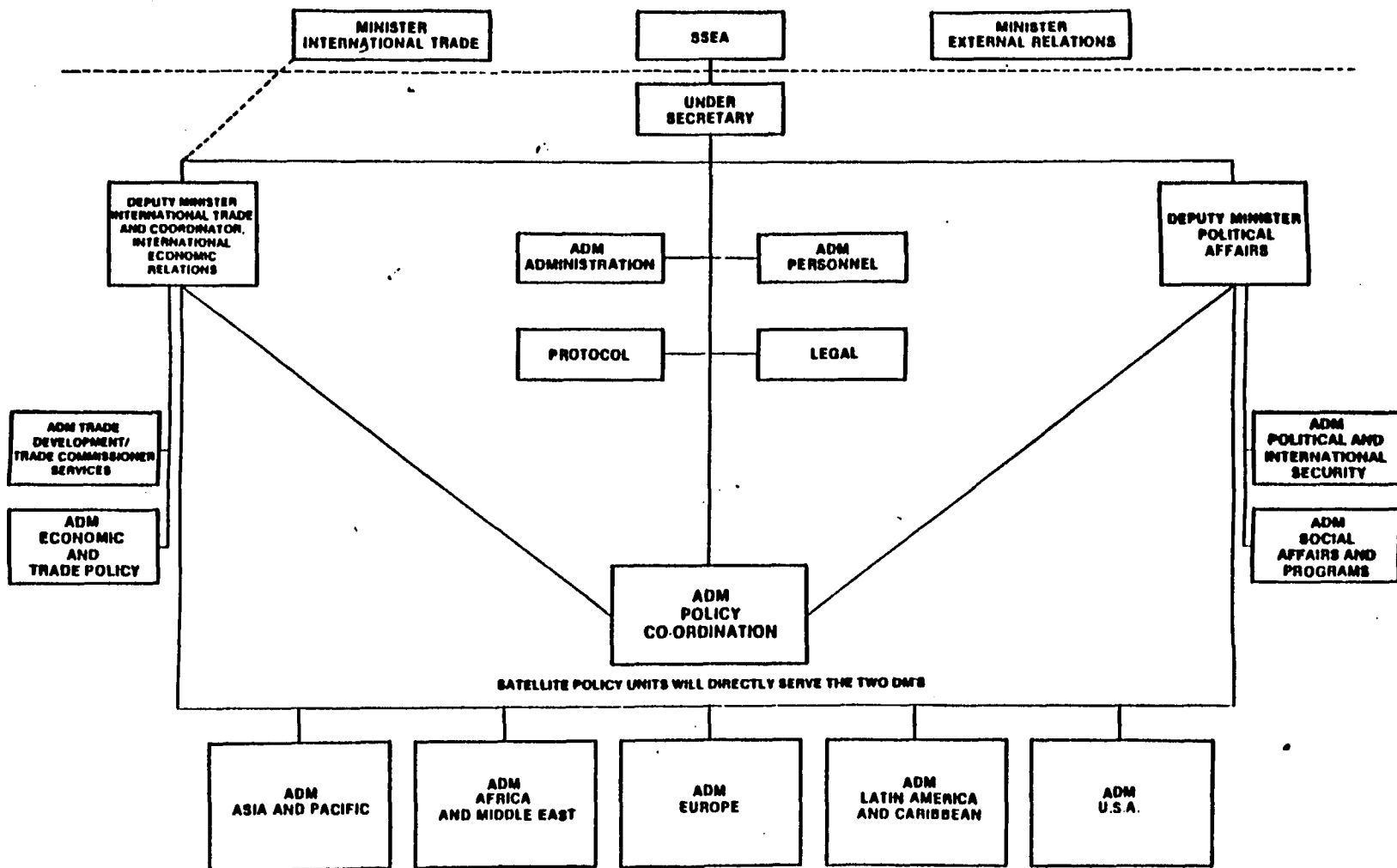
V. CONCLUSION

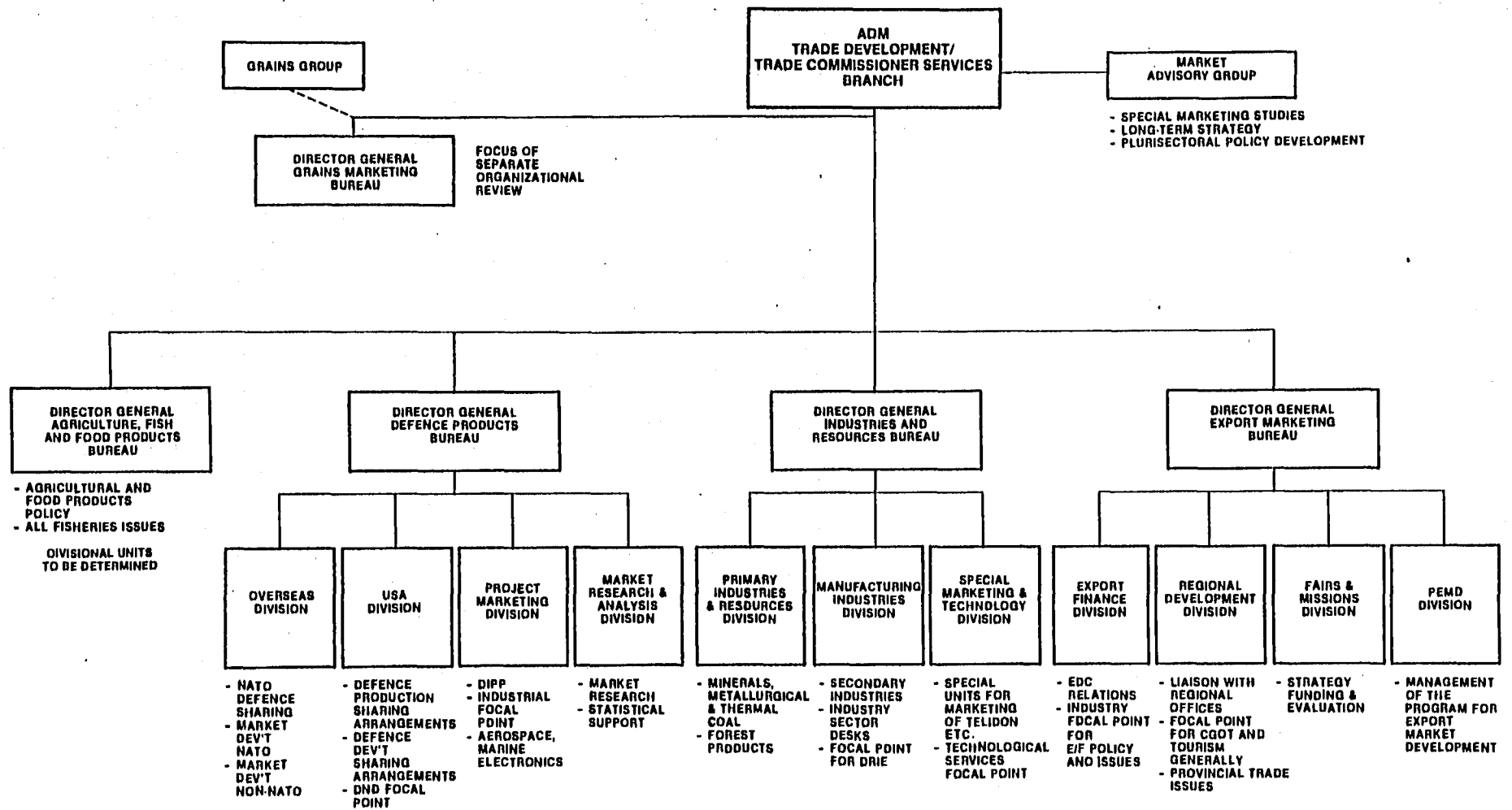
19. The potential advantages of this organizational change are very significant for the Department's future. The creation of the five geographic branches will result in clear accountability for regional and bilateral policies and operations, a framework for the development of coherent and mutually supportive policies and programs across the range of departmental activities, and a single geographic focal point for posts abroad, for exporters, the rest of government, and other constituents and foreign governments. The four functional branches will be structured to provide clear responsibilities for departmental involvement in domestic and sectoral issues and provide single functional focal points for other government departments, the business communities and NGOs.

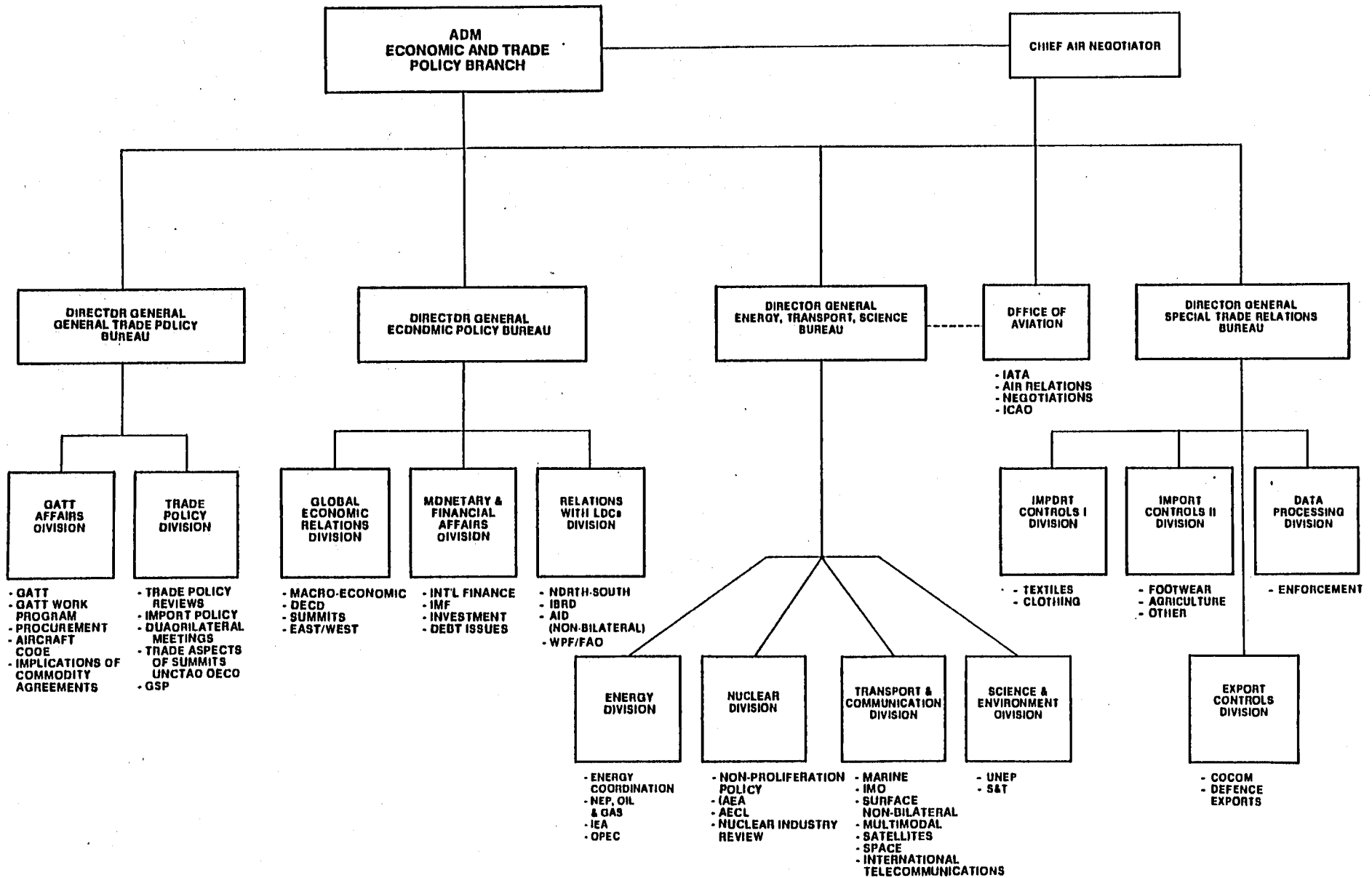
Ottawa, July 11, 1983

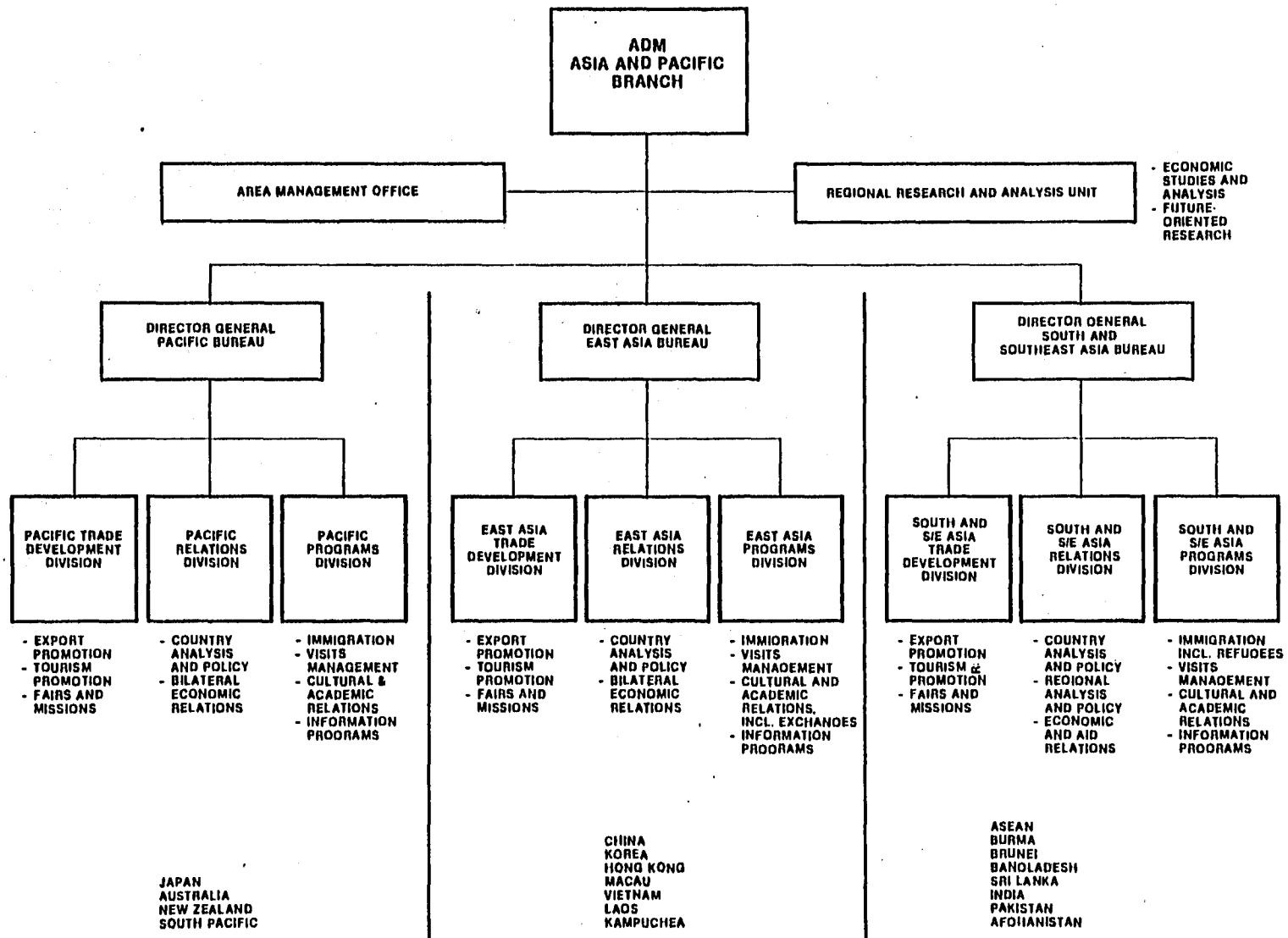
DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS

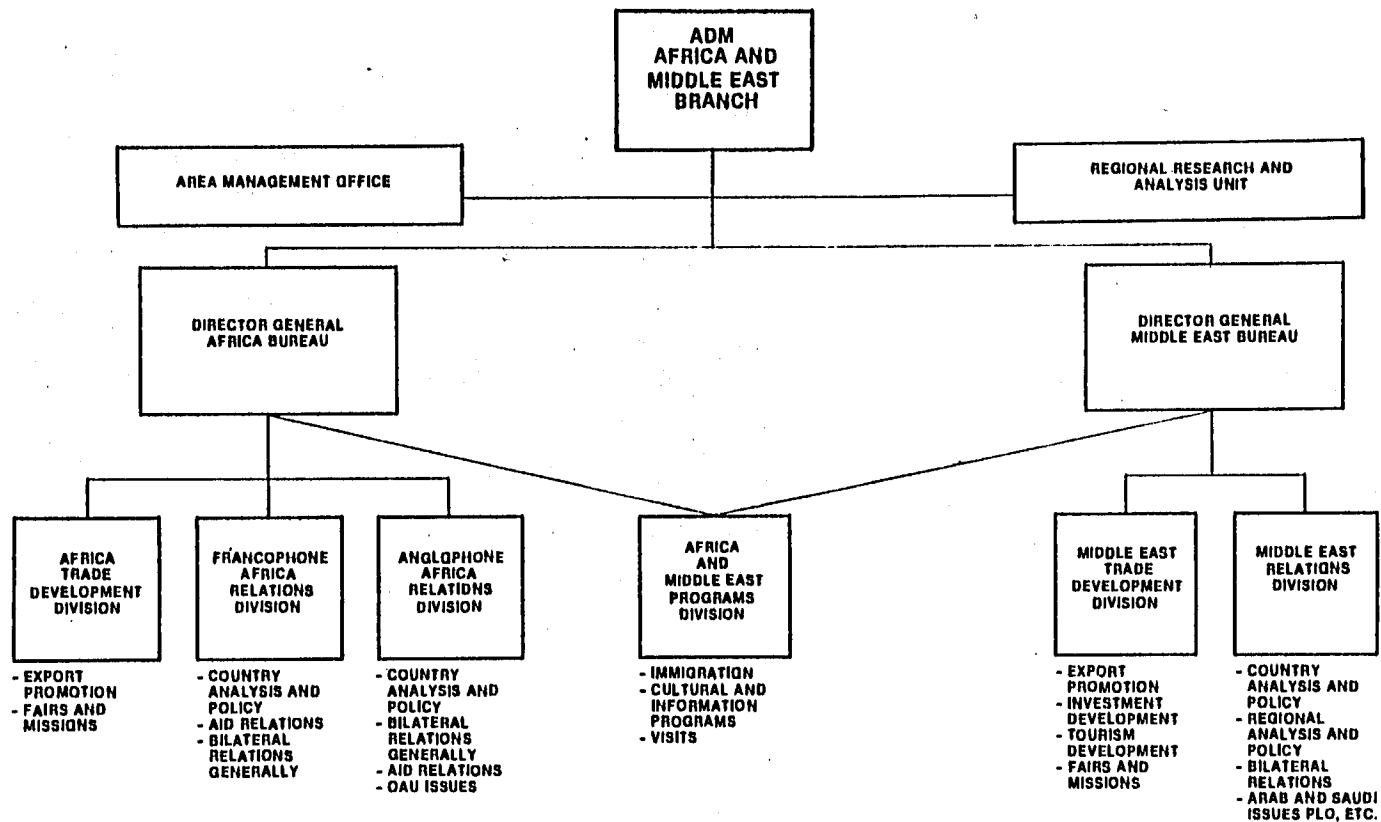
JULY 8, 1963





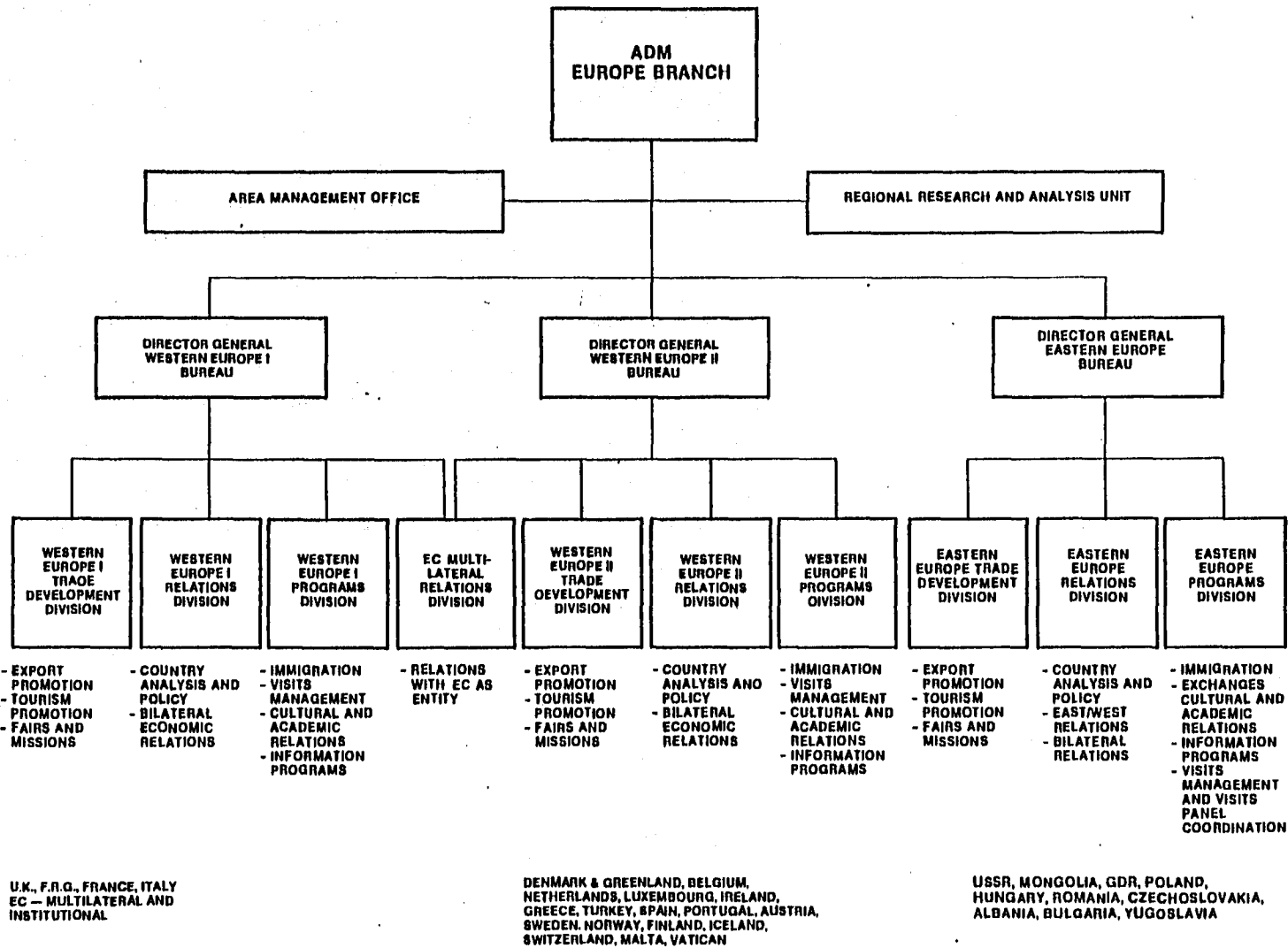


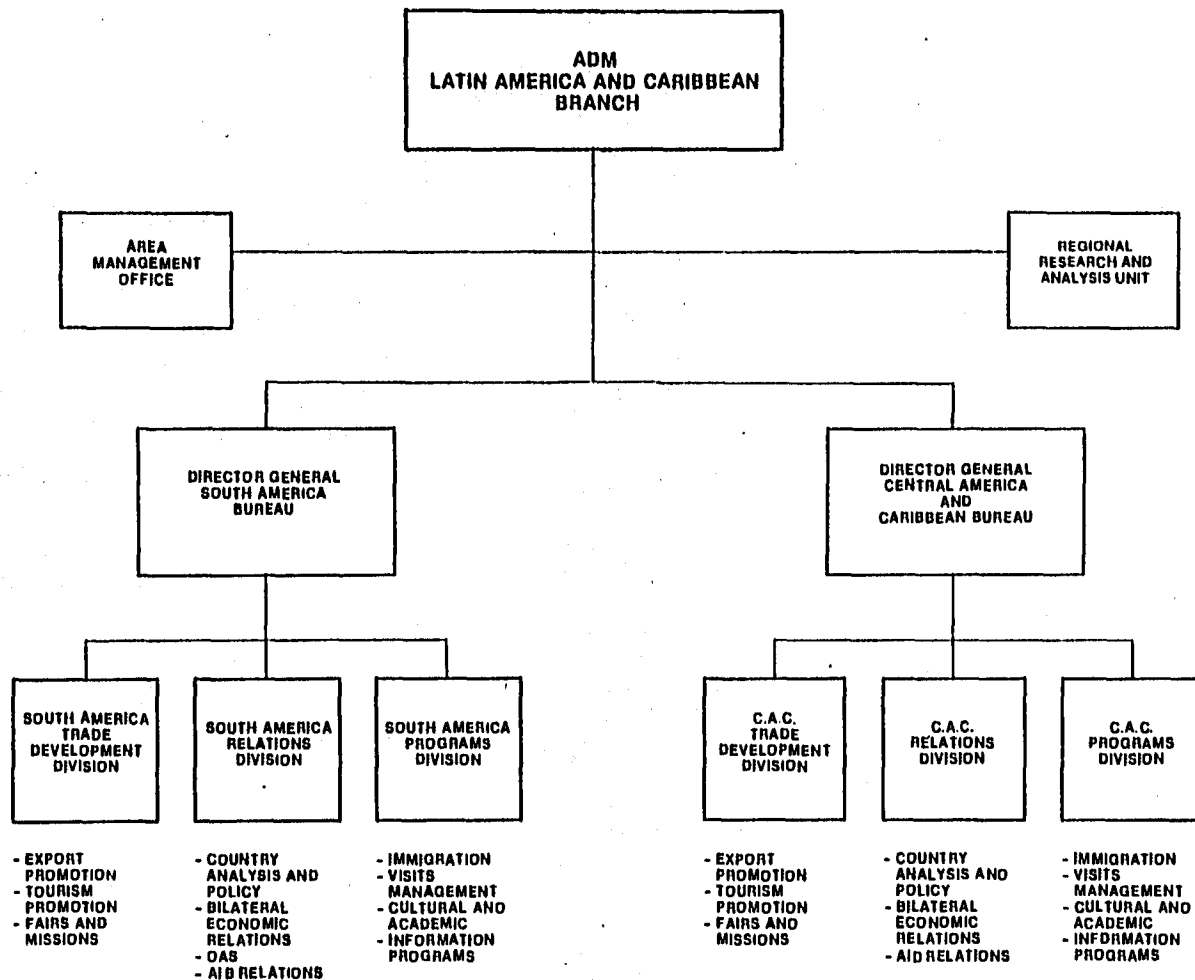




ALGERIA, MOROCCO, TUNISIA, THE SAHEL
AND ALL SUB-SAHARA AFRICA,
MADAGASCAR AND THE SEYCHELLES

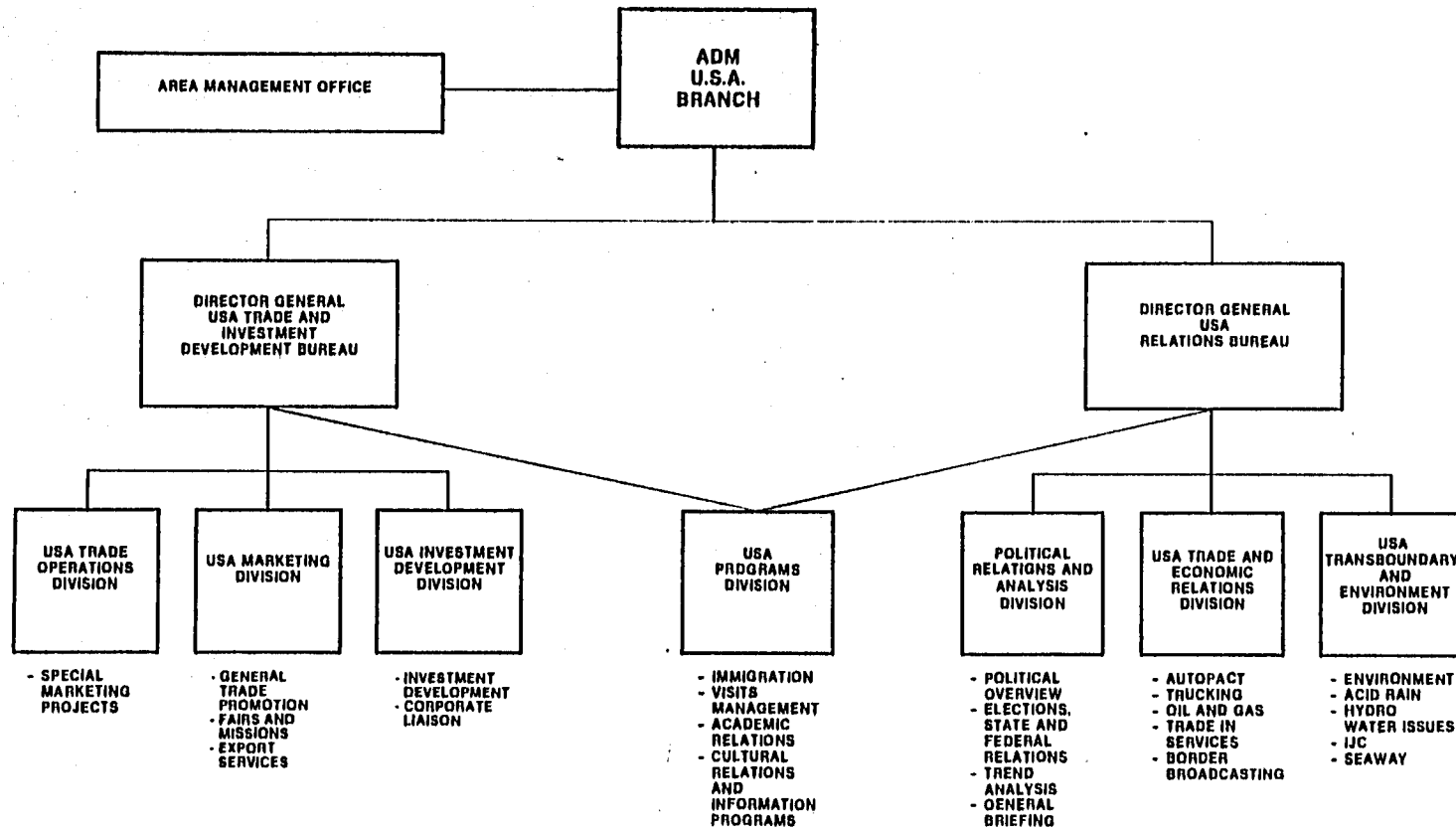
EGYPT, LIBYA, SUDAN, ISRAEL, JORDAN
LEBANON, SYRIA, SAUDI ARABIA,
KUWAIT, BAHRAIN, UAE AND
THE GULF, IRAN, IRAQ, NORTH YEMEN, SOUTH YEMEN

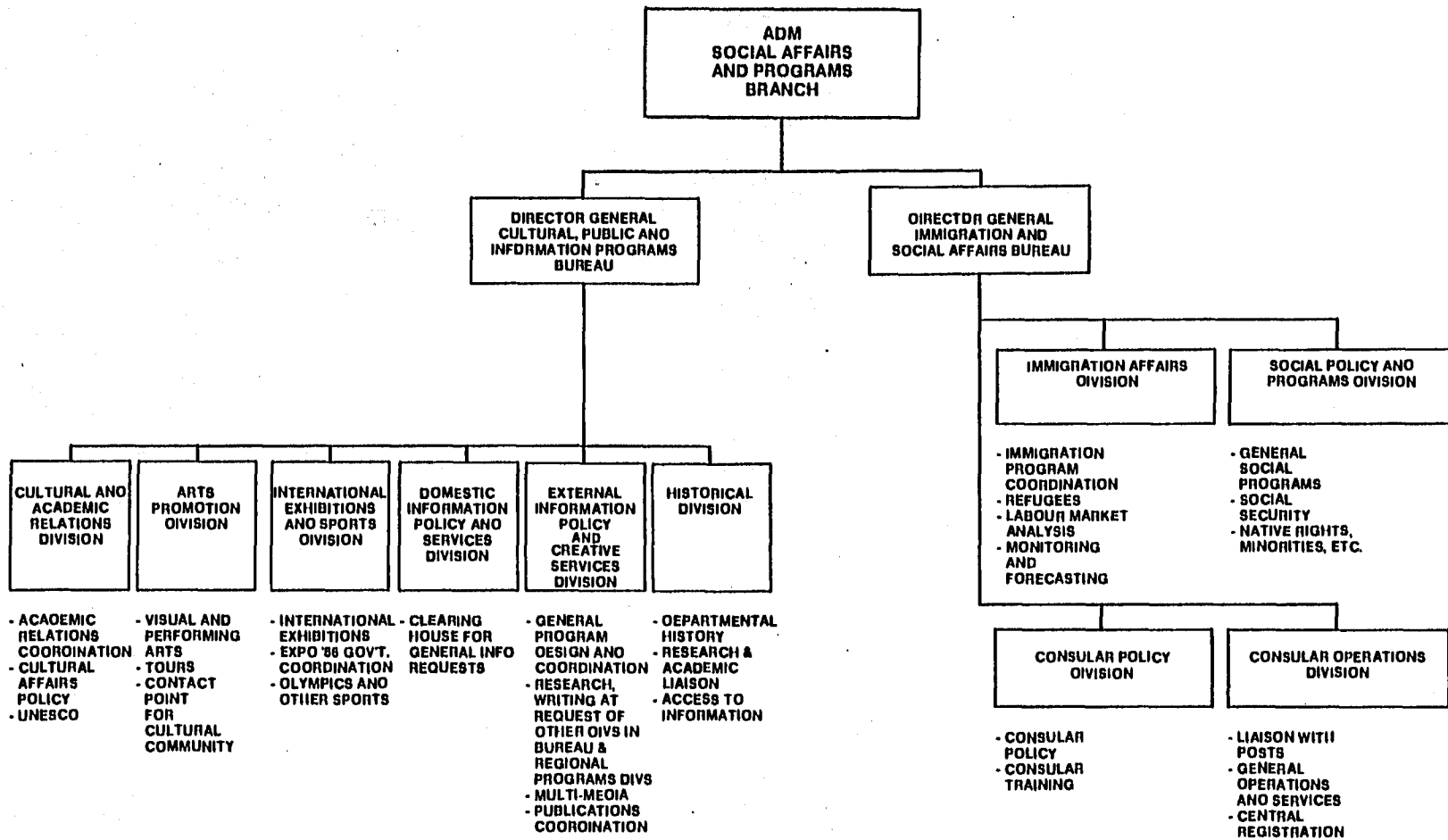


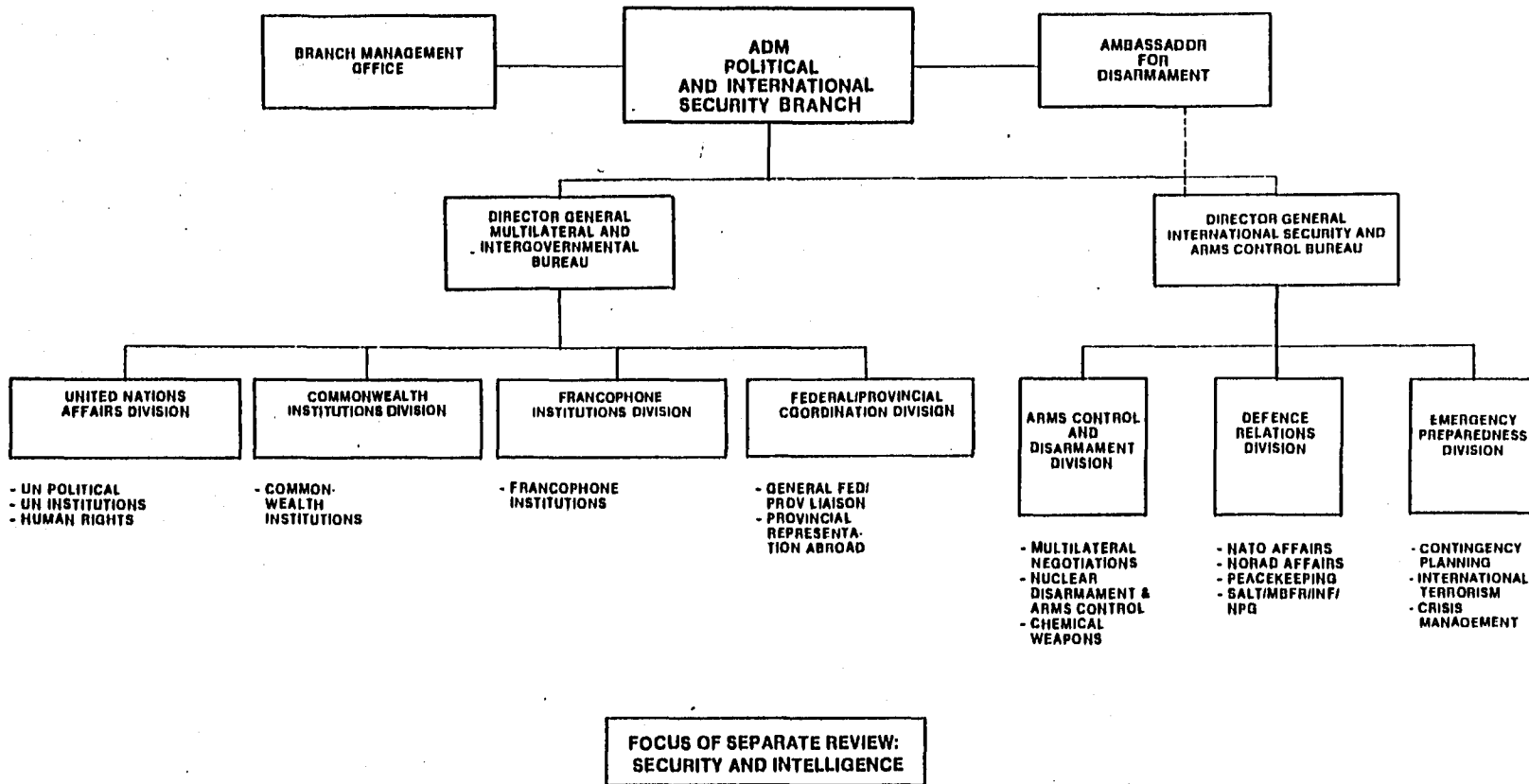


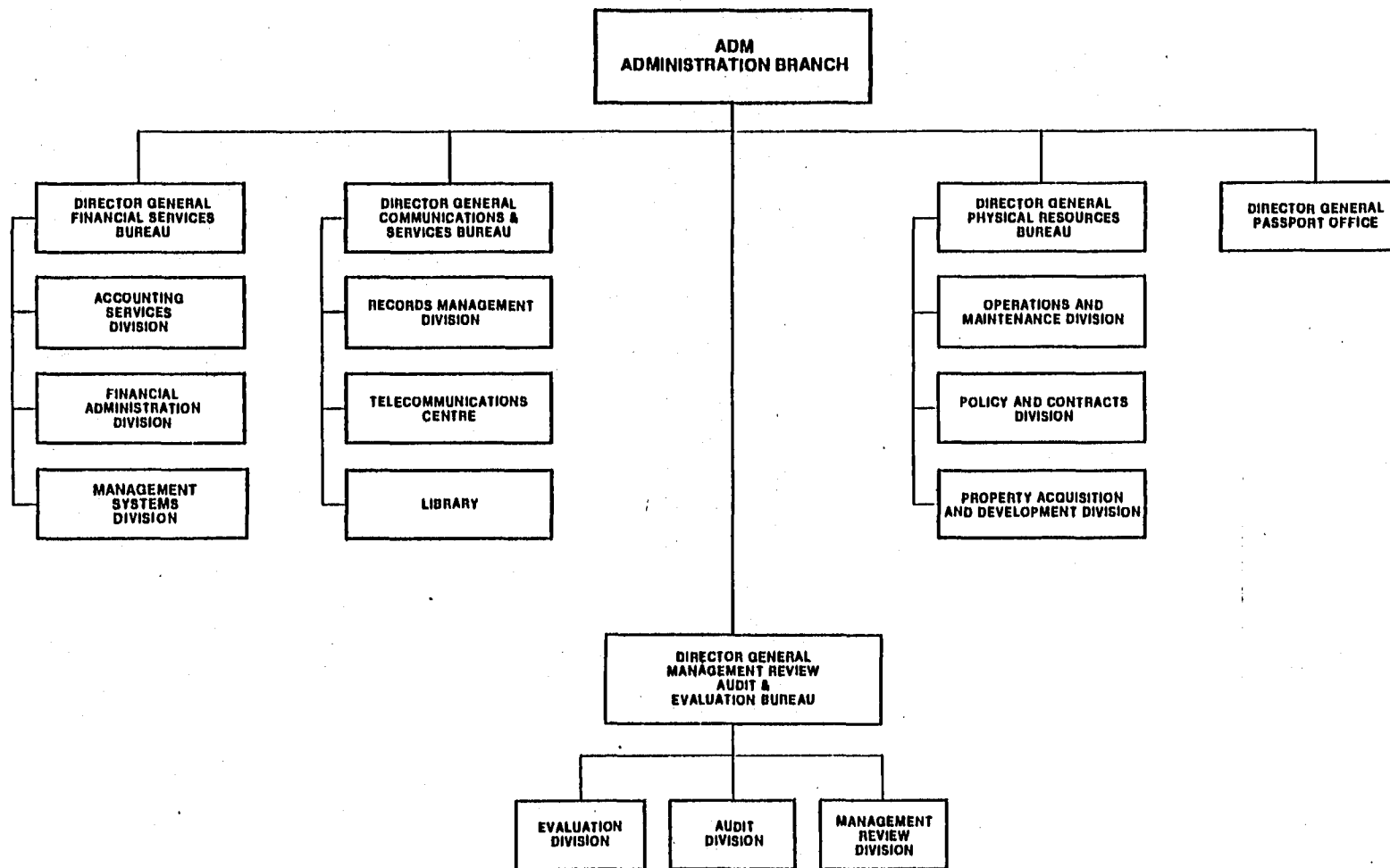
BRAZIL, ARGENTINA, URUGUAY, CHILE, BOLIVIA,
ECUADOR, PARAGUAY, COLOMBIA, VENEZUELA,
GUYANA, SURINAM, FRENCH GUYANA, PERU

ST. LUCIA, ST. VINCENT, GRENADA, DOMINICAN REPUBLIC, NETHERLANDS
ANTILLES, MEXICO, GUATEMALA, EL SALVADOR, HONDURAS, NICARAQUA,
COSTA RICA, PANAMA, CUBA, BELIZE, BAHAMAS, CAYMAN IS, TURKS AND
CAICOS, BARBADOS, GUADELOUPE, HAITI, MARTINIQUE, ANTIQUA, ST. KITTS,
ANGUILLA, MONSERRAT, DOMINICA, JAMAICA, TRINIDAD AND TOBAGO

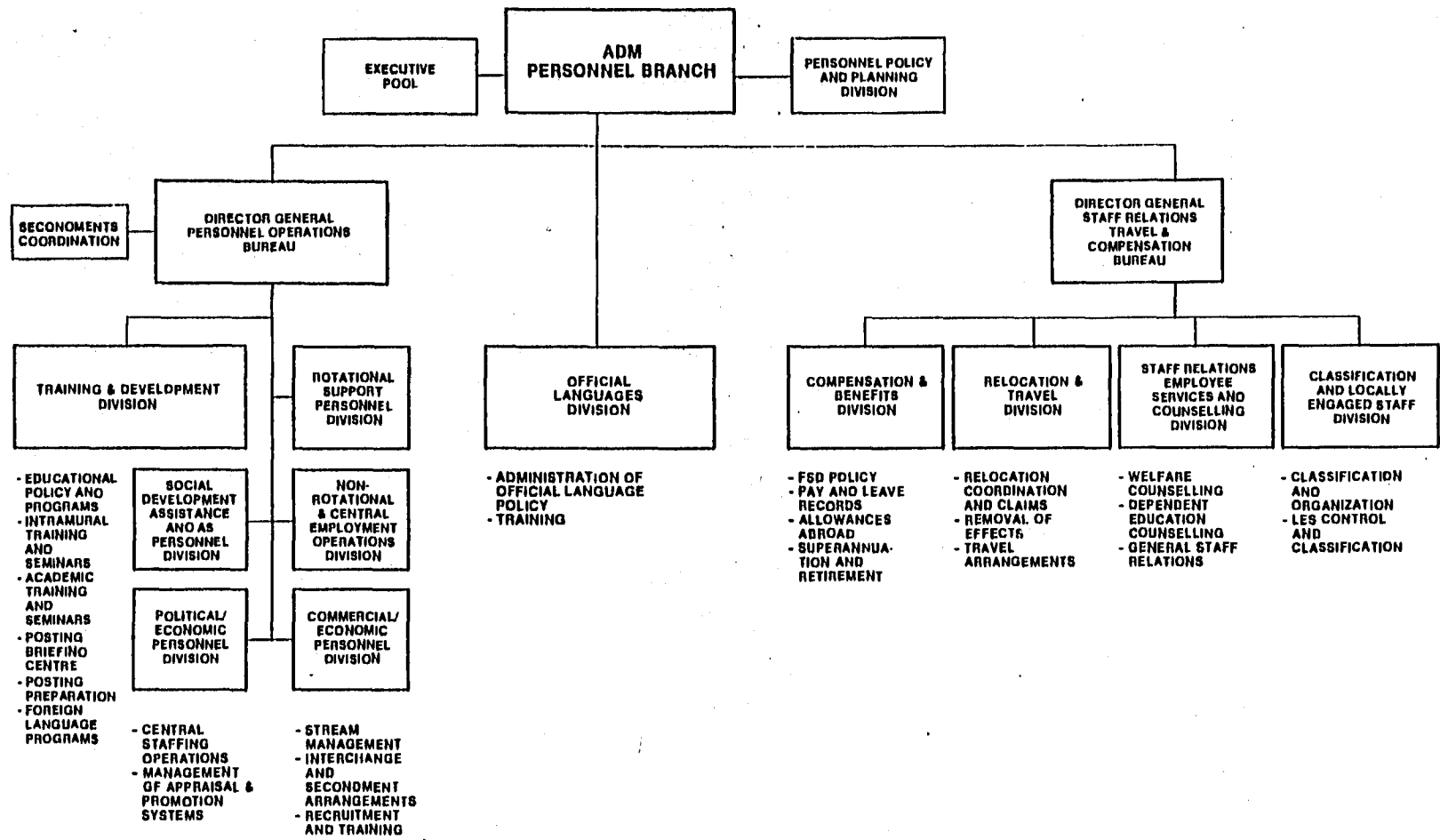


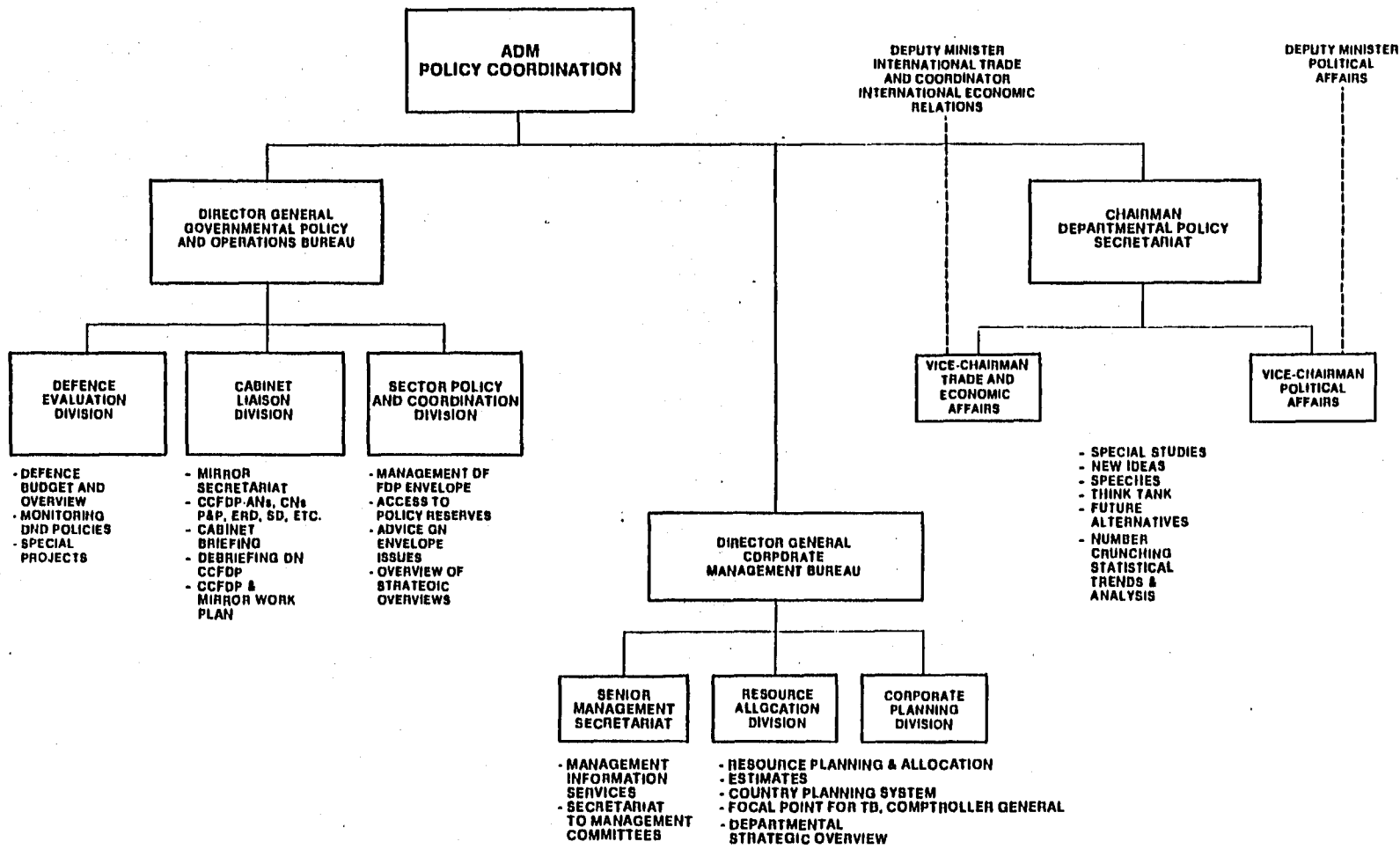




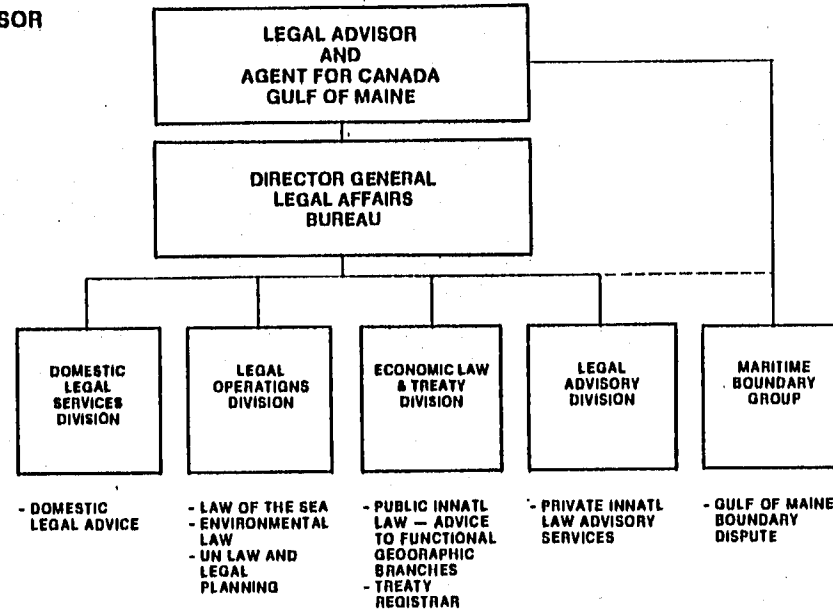


- INDEPENDENT AUDIT AND EVALUATION FUNCTIONS, REPORTING DIRECT TO UNDER-SECRETARY

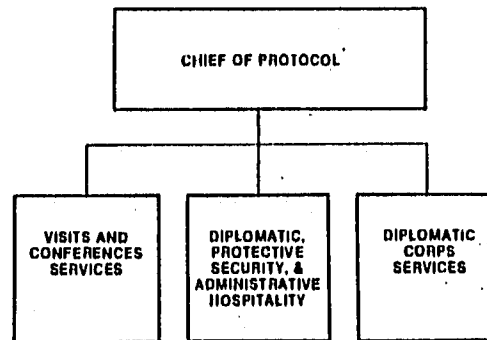




OFFICE OF LEGAL ADVISOR



OFFICE OF PROTOCOL



LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



7 5036 20026405 2

OPRESS

D. 2507

- BY - YELLOW
- BA - TANGERINE
- BB - ROYAL BLUE
- BX - EXECUTIVE RED

COLOR CODE

AN COMPANY LTD.
CANADA

DOCS
CA1 EA 83D22 EXF
Department of External Affairs :
changes to organizational structur
43237906